REVOLUTION SOCIALISTE

On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme. Lénine

Expropriation des banques !

Photomontage Le Monde

Afghanistan La Poste Géorgie Chine Tibet

n° 28 octobre 2008 1,50 euro groupe bolchevik [collectif révolution permanente]

Sarkozy veut faire payer la crise aux travailleurs
Expropriation de toutes les banques et de toutes les sociétés financières !

Les prédictions fumeuses des apprentis sorciers

En septembre 2007, le président Nicolas Sarkozy, de retour de Hongrie, plastronnait :

> *Je veux 3 % de croissance économique !*

Plus modestement, le 26 septembre 2007, lors de la présentation du projet de budget 2008 à l'Assemblée nationale, la ministre de l'économie Christine Lagarde tablait sur une croissance économique de 2,25 % :

> *Le gouvernement estime prudent de construire le projet de loi de finances pour 2008 sur une croissance comprise entre 2 et 2½ %.*

La croissance de la France sera plus probablement de 1 % en 2008, le PIB ayant baissé au second trimestre. Le 18 août 2008, le premier ministre François Fillon a prétendu :

> *Il n'est pas raisonnable de parler de récession.*

Aussi optimiste, la présidente du Medef Laurence Parisot, se confiant en septembre au magazine *Capital,* rassurait :

> *La crise financière aura bien sûr un impact… Pour autant, je ne crois pas que ce choc sera très difficile à amortir. Nous ne sommes pas dans un scénario catastrophe…*

Quelques semaines plus tard, le « scénario catastrophe » écarté par Parisot semble se réaliser. Les faillites de banques et d'assurances se sont multipliées aux États-Unis, les Bourses européennes et américaines se sont effondrées.

Le 22 septembre, la ministre de l'économie a expliqué que les banques françaises étaient à l'abri d'une telle catastrophe :

> *Les banques françaises ont été affectées, comme toutes les banques du monde mais il n'y a pas d'inquiétude à avoir sur la solidité des banques françaises.*

Le 30 septembre, le gouvernement a dépensé 3 milliards d'euros pour le groupe Dexia. Quelques jours avant, à Toulon, Sarkozy avait répété trois fois que le pire était derrière nous :

> *Nous venons de passer à deux doigts de la catastrophe…*

Rien n'est moins sûr. Ce qui est certain est que, tant que le capitalisme n'est pas renversé, il engendrera des crises financières dont les travailleurs feront les frais. S'il est une mesure d'urgence, c'est l'expropriation du système du crédit et des fonds spéculatifs de toutes sortes.

Des coupables qui ne sont pas nommés et qui ne seront pas inquiétés

Après un long silence, Sarkozy a fini par délivrer son message devant quelques milliers de responsables, d'élus et de sympathisants UMP, à Toulon, le 25 septembre. L'adepte du « je » a recouru à un déluge de pronoms impersonnels, vagues à souhait :

> *Pendant plusieurs décennies on a créé les conditions dans lesquelles l'industrie se trouvait soumise à la logique de la rentabilité financière à court terme. On a caché les risques toujours plus grands qu'on était obligé de prendre… On a mis en place des systèmes de rémunération… On a fait semblant de croire qu'en mutualisant les risques… On a laissé les banques spéculer… On a financé le spéculateur… On a obligé les entreprises, les banques, les compagnies d'assurance à inscrire leurs actifs dans leurs comptes aux prix du marché… On a soumis les banques à des règles comptables… C'était une folie dont le prix se paie aujourd'hui !*

Révolution socialiste n° 28

Éditorial p. 2
Pour le retrait des troupes françaises d'Afghanistan p. 8
Enseignement p. 10
Interventions p. 12
Hôpitaux p. 13
Guerre en Géorgie p. 14
Crise bancaire mondiale p. 17
Pour la régularisation de tous les sans papiers p. 20
Restauration du capitalisme en Chine p. 22
Emeute et répression au Tibet p. 29
Contre la privatisation de la Poste p. 35
Bulletin d'abonnement p. 7

www.revolution-socialiste.info

En fait de « on », toutes les mesures qu'énumère le président sont celles des principaux États bourgeois, de leurs pouvoirs exécutifs.

> *Mais le plus dur reste à faire : déterminer la liste de ces fauteurs de crise. Elle commencerait bien sûr par les banquiers d'affaires qui ont construit des tours d'endettement. Viendraient ensuite tous les intermédiaires qui ont poussé le système jusqu'à ses limites, comme les fonds qui ont spéculé sur les faillites ou les courtiers qui ont vendu des crédits à des ménages insolvables. L'énumération s'achèverait évidemment par tous ceux qui ont fixé les règles du jeu ou qui devaient les faire respecter…* (*Les Échos*, 24 septembre 2008)

Et qu'a fait Sarkozy pour empêcher une telle « folie », « pendant plusieurs décennies » qui coïncident avec sa propre carrière politique ? En 1993, il est ministre du budget et porte-parole du gouvernement Balladur ; en 2002, il est ministre du gouvernement Raffarin ; en 2004, il est le ministre de l'économie du 3e gouvernement Raffarin ; en 2005, il est ministre du gouvernement de Villepin ; en 2007, il est élu Président de la république. À ce titre, il a privatisé des entreprises publiques et a mis leurs actions en Bourse ; il a réduit les pensions de retraite et les remboursements de soins et a ainsi encouragé les mutuelles, l'assurance privée et les fonds de pension qui placent l'argent des autres sur les marchés financiers.

Il n'a envisagé qu'une seule sanction :

> *Les dirigeants ne doivent pas pouvoir prétendre à un parachute doré lorsqu'ils ont commis des fautes…*

Même le Medef désavoue les indemnités de départ excessives des PDG, car elles n'incitent guère à l'efficacité et exaspèrent en outre les salariés :

> *Les parachutes dorés qui rémunèrent l'échec doivent être proscrits.* (Laurence Parisot, *Capital*, juillet 2008)

Qu'est-ce qui a empêché Sarkozy, qui a trouvé le temps de faire payer un forfait d'un euro sur chaque consultation d'un médecin et celui de faire passer le temps de cotisation pour la retraite de 40 à 42 ans, d'interdire les « parachutes dorés » ? Le bonimenteur n'explique toujours pas qui va évaluer les « fautes » et encore moins quelles sanctions il compte prendre.

C'est le même Sarkozy qui s'était fait applaudir l'an dernier, debout, par les patrons lors de l'université d'été du Medef, quand il leur avait annoncé qu'il voulait supprimer la notion de délit les concernant :

> *La petite phrase a fait l'effet d'une bombe : « La pénalisation de notre droit des affaires est une grave erreur, je veux y mettre un terme », a déclaré hier Nicolas Sarkozy lors de l'université d'été du Medef à Jouy-en-Josas… Si l'on suit le raisonnement du chef de l'État, c'est une véritable révolution judiciaire qui se prépare : poursuivi devant un tribunal civil, un chef d'entreprise ne pourrait plus être poursuivi devant le juge pénal.* (*Les Échos*, 31 août 2007)

Ils sont si méritants, aux yeux de Sarkozy :

> *Les dirigeants perçoivent des rémunérations élevées parce qu'ils ont de lourdes responsabilités.*

Le président s'est fait lui-même augmenter de + 172 % au 1er janvier 2008 (il touche désormais plus de 240 000 euros par an).

Pour Sarkozy, le capitalisme est innocent

Quand Sarkozy se penche sur les raisons de la crise actuelle, c'est un véritable fourre-tout :

> *Le rêve s'est brisé sur le retour des fondamentalismes religieux, des nationalismes, des revendications identitaires, sur le terrorisme, les dumpings, les délocalisations, les dérives de la finance globale, les risques écologiques, l'épuisement annoncé des ressources naturelles, les émeutes de la faim.*

En fait, c'est la faute aux autres. Son inventaire accuse les « fondamentalismes religieux » sauf ceux du roi d'Arabie saoudite, du pape ou du dalaï lama ; le « nationalisme », sauf celui des Etats-Unis et évidemment de la France (son discours se termine par : *« Vive la France ! »* puis il entonne *La Marseillaise*) ; le « terrorisme » sauf celui de la menace nucléaire française, l'action des armées américaine et britannique contre les Irakiens, des armées américaine et française contre les Afghans, de l'armée israélienne contre les Palestiniens…

Le palmarès des revenus encaissés en 2007 (en millions d'euros)

L'Expansion, juin 2008

Nom	Société	Revenus 2007 (1)	Variation sur un an
Pierre Verluca	Vallourec	18,12	+ 2 312 %
Gérard Mestrallet	Suez	15,54	+ 364 %
Xavier Huillard	Vinci	13,10	+ 552 %
Henri Proglio	Veolia Environnement	7,33	+ 207 %
Henri de Castries	Axa	5,53	+ 22 %
Jean-Bernard Lévy	Vivendi	5,42	+ 129 %
Daniel Bouton	Société générale	5,24	– 52 %
Jean-Paul Agon	L'Oréal	5,03	+ 27 %
Martin Bouygues (2)	Bouygues	4,99	+ 69 %
Benoît Potier	Air liquide	4,37	+ 52 %
Michel Rollier	Michelin	4,25	+ 68 %
Bernard Arnault (2)	LVMH	4,14	+ 2 %
Patrick Ricard (2)	Pernod-Ricard	3,87	+ 17 %
Baudouin Prot	BNP Paribas	3,72	+ 3 %
Paul Hermelin	Capgemini	3,45	+ 75 %
Carlos Ghosn	Renault	3,41	+ 29 %
Xavier Fontanet	Essilor	3,04	+ 56 %
Guillaume Poitrinal	Unibail-Rodamco	2,96	+ 173 %
Bruno Lafont	Lafarge	2,88	+ 18 %
Christophe de Margerie	Total	2,87	+ 84 %
Franck Riboud	Danone	2,80	– 61 %
Gérard Le Fur	Sanofi-Aventis	2,79	+ 32 %
François-Henri Pinault (2)	PPR	2,73	+ 20 %
Lakshmi Mittal (2)	ArcelorMittal	2,66	+ 14 %
Pierre-André de Chalendar	Saint-Gobain	2,60	+ 19 %
Georges Pauget	Crédit agricole	2,57	+ 46 %
Patrick Kron	Alstom	2,50	+ 11 %
Jean-Pascal Tricoire	Schneider Electric	2,49	+ 51 %
Gilles Pélisson	Accor	2,40	+ 16 %
José Luis Duran	Carrefour	2,37	– 2 %
Patricia Russo	Alcatel-Lucent	2,17	+ 10 %
Arnaud Lagardère (2)	Lagardère	2,12	– 3 %
Louis Gallois	EADS	2,11	+ 49 %
Christian Streiff	Peugeot	1,91	NS
Axel Miller	Dexia	1,89	+ 9 %
Didier Lombard	France Télécom	1,63	+ 10 %
Jean-Cyril Spinetta	Air France-KLM	1,39	+ 33 %
Carlo Bozotti	STMicroelectronics	1,11	0 %
Pierre Gadonneix	EDF	1,06	+ 31 %
Jean-François Cirelli	Gaz de France	0,46	+ 5 %
CAC 40	TOTAL	160,99	+ 57,8 %
CAC 40	MOYENNE	4,02	

Sarkozy se garde de mettre en cause les Etats-Unis qui ont mis fin unilatéralement en 1971 au régime des parités fixes qu'ils avaient décidé en 1944. Par contre, il attaque la Chine :

> *La monnaie est au cœur de la crise financière comme elle est au cœur des distorsions qui affectent les échanges mondiaux. Et si l'on n'y prend pas garde le dumping monétaire finira par engendrer des guerres commerciales extrêmement violentes et ouvrira ainsi la voie au pire des protectionnismes. Car le producteur français peut faire tous les gains de productivité qu'il veut, il peut à la rigueur concurrencer les bas salaires des ouvriers chinois, mais il ne peut pas compenser la sous-évaluation de la monnaie chinoise.*

Bref, selon Sarkozy, tout peut expliquer la crise du capitalisme, sauf le capitalisme lui-même :

> *La crise financière n'est pas la crise du capitalisme. C'est la crise d'un système qui s'est éloigné des valeurs les plus fondamentales du capitalisme, qui a trahi l'esprit du capitalisme.*

Le mythe d'un capitalisme sans finance et sans spéculation

Sarkozy n'est pas à un paradoxe près. Comme les « altermondialistes », depuis deux ans, il s'en prend à la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) alors que la politique de baisse des taux d'intérêt de la Réserve fédérale américaine (Fed) a largement contribué à la recrudescence récente de l'inflation mondiale et à l'orgie de spéculation qui vient de déboucher sur la culbute financière. Dans ce même discours de Toulon, il pousse les banques et les sociétés d'assurance à l'irresponsabilité, puisqu'il leur promet qu'elles ne feront pas faillite :

> *Quoi qu'il arrive, l'État garantira la sécurité et la continuité du système bancaire et financier français.*

Tout d'un coup, l'État bourgeois que Fillon disait en faillite trouve les ressources nécessaires pour pallier l'éventuel effondrement des banques.

Sarkozy prétend séparer le bon capitalisme (« l'entrepreneur » ou « le producteur ») du mauvais (« le spéculateur »).

> *On a financé le spéculateur plutôt que l'entrepreneur… Le capitalisme ce n'est pas la primauté donnée au spéculateur. C'est la primauté donnée à l'entrepreneur…*

Par nature, l'argent qui fonctionne comme capital n'est pas intéressé par la création de valeurs d'usage, de biens ou de services utiles à la société, mais par son augmentation, par la plus-value, par le surcroit de valeur qui est issu en dernière analyse de l'exploitation du prolétariat dans le processus de production capitaliste. En ce sens, pour tous les capitalistes, même ceux dont les entreprises créent vraiment des marchandises, la production n'est qu'un mal nécessaire pour faire de l'argent.

Dans les moments où la suraccumulation du capital raréfie les occasions de production rentable, les capitalistes multiplient les efforts pour faire plus d'argent au détriment d'autres capitalistes, voire des autres classes sociales qui détiennent de l'argent.

> *Les économistes qui prétendent expliquer les secousses répétées de l'industrie et du commerce par la spéculation ressemblent à l'école périmée de la biologie qui considérait la fièvre comme cause de toutes les maladies.* (Karl Marx, « La crise commerciale en Angleterre », *New York Tribune*, 15 décembre 1857)

Comment distinguer le « spéculateur » de « l'entrepreneur » ?

Qui peut imaginer un capitalisme sans sociétés de capitaux (SA, SAS…) et de telles sociétés de capitaux sans la séparation entre d'une part des actionnaires qui se contentent de toucher des dividendes et d'autre part des managers qui dirigent réellement l'entreprise tout en se servant copieusement ? Qui saurait empêcher les groupes qui disposent de liquidités de les placer d'une manière ou d'une autre pour augmenter leur profit, en ajoutant des « produits financiers » aux « produits d'exploitation » ?

Qui peut imaginer un capitalisme sans banque et une banque sans qu'elle courre de risque en prêtant ou sans qu'elle puisse refuser d'accorder le crédit ? Comment distinguer une opération de crédit « normale » d'une opération qui a un aspect « spéculatif » ? Qui peut imaginer un capitalisme sans compagnie d'assurance et une compagnie d'assurance sans placement, le plus rentable possible ? Qui peut imaginer un capitalisme sans Bourse et une Bourse sans spéculation, c'est-à-dire sans l'espoir, pour les acheteurs de titres, que leur cote s'élèvera ? Comment les « entrepreneurs » qui veulent se protéger contre des variations de prix ou de taux feraient-ils sans des « spéculateurs » qui prennent le risque (sur les « marchés de produit dérivés ») ?

Le langage de Sarkozy et celui de Buffet ou de Hollande coïncident parce qu'ils défendent tous le capitalisme

> *Sarkozy défend l'État et bouscule à nouveau le clivage droite-gauche. En appelant à « refonder le capitalisme », Nicolas Sarkozy a brouillé à nouveau les frontières idéologiques, tout en s'inscrivant dans une tradition française d'intervention de la puissance publique, face à une tempête financière qui bouleverse toutes les donnes.* (*Les Echos*, 26 septembre 2008)

En réalité, Sarkozy s'inscrit dans une tradition aussi ancienne que le capitalisme lui-même, dont le spectre politique va des fascistes aux altermondialistes, en passant par les populistes et les sociaux-démocrates :

> *Après les renflouages de Bear Stearns en avril dernier, de Fannie Mae et Freddie Mac récemment, la faillite de la banque Lehman Brothers (n° 4 des banques d'affaires américaines) est le symptôme de l'idéologie ultralibérale telle que nous l'ont imposé les élites mondialistes. Le*

marché devait soi-disant se réguler lui-même, dans les faits il implose. (Marine Le Pen, *Communiqué,* 15 septembre 2008)

Parce que les bureaucraties syndicales, le PCF, le PS et la LCR se situent sur le terrain de l'amélioration du capitalisme, de « l'antilibéralisme », du keynésianisme et de l'étatisme bourgeois, voire du protectionnisme et de la nostalgie du général De Gaulle, Sarkozy peut facilement voler leur programme et imiter leurs tremolos contre « le marché » :

L'autorégulation pour régler tous les problèmes, c'est fini. Le laissez-faire, c'est fini. Le marché qui a toujours raison, c'est fini.

Pour ces propos, Sarkozy a reçu les félicitations du président vénézuélien Hugo Chavez, que la plupart des courants « trotskystes » présentent comme un phare de « l'altermondialisme » et de l'« anticapitalisme ». L'appel à la « régulation » du capitalisme n'empêche pas le gouvernement Sarkozy-Fillon de poursuivre la privatisation de la Poste, l'étranglement des hôpitaux publics et de l'enseignement public, dont la production échappe justement aux lois du marché. Par-dessus tout, la force de travail doit rester une marchandise sur le « marché du travail » qu'achètent (ou pas) ceux qui détiennent les moyens de production, c'est-à-dire les entreprises capitalistes :

Renouer avec le collectivisme qui a provoqué dans le passé tant de désastres serait une erreur historique… Le capitalisme c'est la propriété privée…

Sarkozy joue sur du velours : il sait, et c'est ce qui fait sa force depuis des années, qu'aucune organisation significative ne lutte pour le « collectivisme », ni même pour la grève générale pour bloquer ses projets.

La palette de renégats du collectivisme

Toute organisation ouvrière digne de ce nom devrait avoir pour mot d'ordre l'expropriation immédiate des banques :

Le Parti socialiste ne doit pas être le parti du rachat, mais de l'expropriation. (Jules Guesde, *Discours au congrès de St Quentin,* 1911)

La nationalisation des banques, grande production, transports et assurances, est la condition préalable d'une économie dirigée vers le bien-être des grandes masses travailleuses, du peuple tout entier. Cette nationalisation doit se faire sans aucune indemnisation des grands capitalistes qui se sont enrichis en saignant les prolétaires pendant des dizaines d'années, et qui n'ont pu engendrer que la misère et l'anarchie économique. (Pierre Naville, *Programme d'action du Groupe bolchevik-léniniste*, 1934)

Mais les partis réformistes et leurs alliés semi-réformistes n'osent pas porter atteinte au droit de propriété, même quand il s'oppose manifestement à l'intérêt de la société :

La classe capitaliste tentera de faire payer partout la faillite de son système économique à toute la population, à commencer par la classe ouvrière. La question qui nous est posée est la suivante : nous laisserons-nous faire ? (Arlette Laguiller, *Lutte Ouvrière*, 26 septembre 2008)

6 octobre, Sarkozy est accueilli par une grève à Renault Sandouville
photo : Jean-Yves Desfoux / Ouest-France

La majorité des travailleuses et des travailleurs ne veulent certainement pas se laisser faire. Ce qui les entrave est que les organisations de masse de la classe ouvrière les trahissent parce qu'elles sont aux mains d'agents de la bourgeoisie. La solution est de construire un nouveau parti qui permettra aux producteurs de renverser la minorité exploiteuse et de prendre le pouvoir. Pourtant, la direction de LO est trop alignée sur le PCF et trop intégrée à l'appareil de la CGT pour oser désigner les responsables. Elle préfère s'en prendre aux travailleurs eux-mêmes qui ne lutteraient pas assez.

La LCR aussi. À la différence de LO, elle a abandonné la perspective de redressement du PCF en déconfiture. Elle tente désormais de le supplanter en lançant un nouveau parti, le NPA :

La seule alternative crédible face au désastre capitaliste, ce n'est pas l'aménagement ni la réforme. C'est la rupture. Le capitalisme ne se moralise pas. Il se combat et doit être remplacé par une nouvelle organisation de la société, le socialisme démocratique et écologique. C'est notre projet. Le NPA doit devenir une grande formation politique utile à la fois pour tenir tête à Sarkozy et au Medef, pour défendre les intérêts de la majorité de la population, pour faire vivre l'espoir et développer les luttes contre ceux qui exploitent, qui précarisent et qui licencient. (LCR, *Communiqué,* 26 septembre 2008)

Le « socialisme démocratique » (cher autrefois au PS) ou la « rupture avec le capitalisme » (chère aujourd'hui au PCF) sont conçues sans révolution, sans destruction de l'État bourgeois, sans expropriation. Qu'est-ce d'autre que le vieux réformisme recyclé au goût du jour ? Il ne s'agit que de « tenir tête », en pratique d'appuyer les « journées d'action » des bureaucraties syndicales à la botte du capitalisme français et de la 5e République.

Le PS et le PCF prétendent que ce sont tous « les Français » qui vont subir, « ensemble », les conséquences d'une mauvaise politique :

Loin de les protéger, Nicolas Sarkozy fait aux Français la promesse du pire. Le pire pour les salaires, le pire pour la croissance, et au final,

> *le pire pour l'ensemble des Français.* (PCF, *Communiqué*, 25 septembre 2008)

Mais la lutte des classes ne disparaît pas avec la crise, elle s'intensifie. L'objectif de Sarkozy est de faire supporter la crise du capitalisme aux travailleurs : « le pire » serait réservé aux prolétaires de ce pays, qu'ils soient étrangers ou de nationalité française.

Un budget anti-ouvrier prévu bien avant la crise bancaire

Sarkozy, qui n'a rien prévu, qui n'a rien compris, brigue pourtant de guider le pays, voire le monde entier :

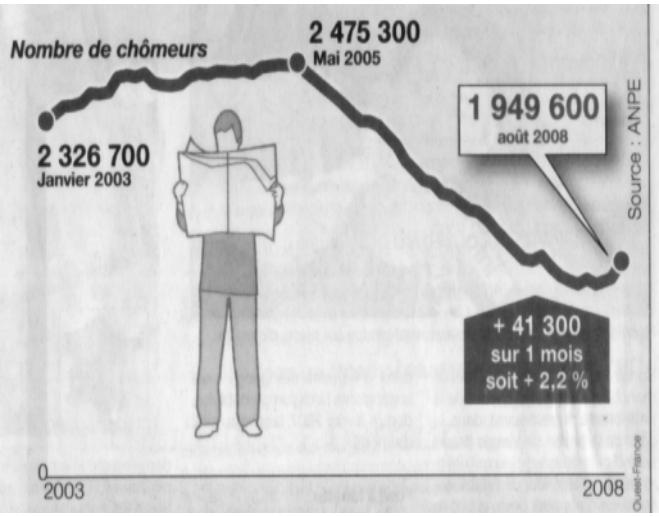
> *Nous pouvons sortir plus forts de cette crise. Si nous acceptons de changer nos manières de penser et nos comportements. Si nous faisons l'effort nécessaire pour nous adapter aux réalités nouvelles qui s'imposent à nous… Nous avons le choix de subir ce changement ou d'en prendre la tête. Mon choix est fait. Françaises, Français, au milieu des difficultés nous devons précéder la marche du monde et non la suivre.*

Pour les travailleurs, « l'éthique » chère à Sarkozy signifie plus d'effort et plus de travail :

> *La crise actuelle doit nous inciter à refonder le capitalisme sur une éthique de l'effort et du travail… Je veux dire aux Français qu'il n'existe aucune solution miracle qui permettrait à notre pays de se dispenser des efforts nécessaires pour surmonter la crise…*

Les travailleurs savaient déjà qu'il leur fallait travailler plus, voilà qu'ils apprennent que ce ne sera pas pour gagner plus. Le gouvernement prétendait que sa politique assurait la baisse du chômage, les travailleurs savent que les plans de licenciement se multiplient et que cette plaie inévitable du capitalisme s'intensifie avec la récession (40 000 chômeurs supplémentaires rien qu'en août). Pour Sarkozy et la classe sociale qu'il représente, les chômeurs ne sont que des fainéants que la suppression du RMI au profit du RSA, les sanctions aggravées et la diminution des allocations permettront de remettre au travail.

La crise bancaire sert de justification à un budget qui est préparé depuis des mois :



> *En accablant le système financier américain, Nicolas Sarkozy désigne un coupable idéal au moment où le gouvernement doit traverser une série noire : il annonce aujourd'hui, avec le budget 2009, une croissance deux fois moindre que prévu, et des déficits à la dérive. Et il s'apprête à faire face, dans les prochains mois, à une remontée du chômage.* (*Les Échos*, 26 septembre 2008)

Le projet de budget 2009 de l'État a été adopté le 26 septembre au conseil des ministres. Côté dépenses, il y aurait 30 000 emplois de moins, dont 13 500 à l'éducation nationale. Seul le ministère de la justice voit ses effectifs augmenter. Bref, moins de professeurs, plus de juges et surtout de gardiens de prison. Les « missions » qui augmentent le plus sont celles qui correspondent au cœur de l'État bourgeois, son appareil répressif : l'armée passerait à 37,4 milliards d'euros et la police nationale à 16,2 milliards. Le remboursement des emprunts et le paiement d'intérêts atteindra 46 milliards. Par contre, baissent les budgets des ministères de la ville et du logement, du travail et de l'emploi.

Côté recettes, le projet reconduit la quasi-suppression des droits de succession, le bouclier fiscal (50 % maximum de prélèvements sur le revenu fiscal) qui protège les plus riches, le taux élevé de TVA (19,6 %) qui touche proportionnellement davantage les pauvres. Il comporte l'augmentation du coût de la carte d'identité, du passeport et du certificat d'immatriculation. Par conte, il entame la suppression sur trois ans de l'impôt forfaitaire annuel que paient les entreprises et inaugure un crédit impôt recherche qui accordera quelque 2 milliards d'euros aux entreprises et plus encore les années suivantes.

Pour une solution ouvrière à la crise

La survie du capitalisme implique la détérioration de l'environnement, la précarisation des producteurs, le pillage du reste de la planète par les puissances impérialistes, les crises économiques à répétition, le retour de l'obscurantisme et du cléricalisme, le chauvinisme et les affrontements ethniques… La nouvelle crise financière est une manifestation des contradictions économiques du capitalisme. Les rivalités entre les puissance impérialistes vont s'accentuer. Ni la confiance dans « le marché » et la politique économique libérale, ni « la régulation » et la politique keynésiennes ne peuvent empêcher les crises et les guerres.

> *La lutte contre la débâcle économique ne doit pas aboutir à la confiance en l'État ; elle doit aboutir à la revendication d'un État dirigé par les prolétaires et les semi-prolétaires.* (Vladimir Lénine, *La Débâcle économique et la façon prolétarienne de la combattre,* 1917)

Après avoir ruiné des centaines de milliers de travailleurs américains qui avaient cru pouvoir devenir propriétaires de leur logement, le système bancaire des Etats-Unis s'est effondré, si bien que les deux

grands partis bourgeois, le Parti républicain et le Parti démocrate, n'hésitent pas à faire supporter par la masse de la population (la classe ouvrière, les travailleurs indépendants et les cadres) les malversations d'une poignée de vautours qui les financent tous deux, comme ils sont d'accord pour lui faire supporter le poids du militarisme et de l'occupation impérialiste de l'Afghanistan.

Les banques de toute l'Europe occidentale sont désormais touchées. Sarkozy utilise la crise pour accentuer l'offensive contre la classe ouvrière, tout en préparant un sauvetage analogue à celui du plan Paulson-Bush-Obama-McCain. La classe ouvrière a les capacités de se défendre, de prendre la tête de tous les opprimés et d'éradiquer les racines des crises, des guerres et de la destruction de l'environnement. Cela commence par la rupture avec Sarkozy, le gouvernement, la 5e République, l'auto-organisation et l'auto-défense de tous les exploités et opprimés, pour déboucher sur un gouvernement des conseils de travailleurs qui mettra en place un plan d'urgence qui n'hésitera pas à exproprier les groupes capitalistes et ouvrira la voie des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Il va de soi qu'une telle tâche exige un nouveau parti ouvrier, collectiviste et internationaliste. Un tel parti défendrait au sein des masses laborieuses et de la jeunesse en formation un programme d'urgence :

Nationalisation sans indemnité, ni rachat des banques, des organismes de crédit, des compagnies d'assurance et de toutes les sociétés financières, sous contrôle de leurs travailleurs et de leurs clients !

Manifestation unie de toutes les organisations qui se réclament des travailleurs contre le projet de budget 2009 de l'État, contre le projet de budget de la Sécurité sociale !

Retrait immédiat des troupes d'Afghanistan ! Fermeture des bases militaires à l'étranger !

Abrogations des lois contre les immigrés ! Mêmes droits pour tous les travailleurs !

Augmentation uniforme des salaires et indexation des salaires sur les prix ! Blocage des prix et des loyers ! Remboursement intégral des soins !

Arrêt des licenciements ! Interdiction des stages non payés! Diminution du temps de travail sans baisse de salaire !

Respect de la laïcité ! Aucun financement public des cultes et des établissements religieux, quels qu'ils soient !

1er octobre 2008

Révolution Socialiste
organe trimestriel du Groupe bolchevik pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire,
de l'Internationale ouvrière révolutionnaire
[Collectif révolution permanente]

Pour prendre contact avec le Groupe bolchevik :
Re-So / AGECA service BP /
77 rue de Charonne / F-75011 PARIS

Site du CRP au Pérou : **luchamarxista.blogspot.com**
Site du GB de France : **revolution-socialiste.info**

ISSN : 1634-4006 / Directrice de la publication ML Herblot / RS28.07

Abonnement à Révolution Socialiste

10 euros en France / 15 euros en Europe / 20 euros en Amérique, Afrique, Asie... pour 5 numéros
par timbres ou par chèque à l'ordre de Re-So
Découper ou copier, remplir et envoyer à :
Re-So / AGECA service BP / 177 rue de Charonne / F-75011 PARIS

☐ Mme ☐ Mr Nom ..... Prénom.....

Adresse.....

Code postal..... Localité..... Pays.....

Adresse électronique .....@.....

Déclaration du Groupe Bolchevik

Retrait immédiat des troupes françaises d'occupation de l'Afghanistan !

3 000 militaires français sévissent en Afghanistan. Le 18 août, 10 soldats ont été tués et 22 ont été blessés lors d'une embuscade à Uzbeen, au nord-est de Kaboul. Nicolas Sarkozy a organisé une grande opération patriotique à cette occasion, déchaînant une orgie de drapeaux tricolores, de médailles et de *Marseillaise,* pour faire oublier les premières déclarations des survivants mettant en cause l'impéritie des gradés et des tirs des alliés américains.

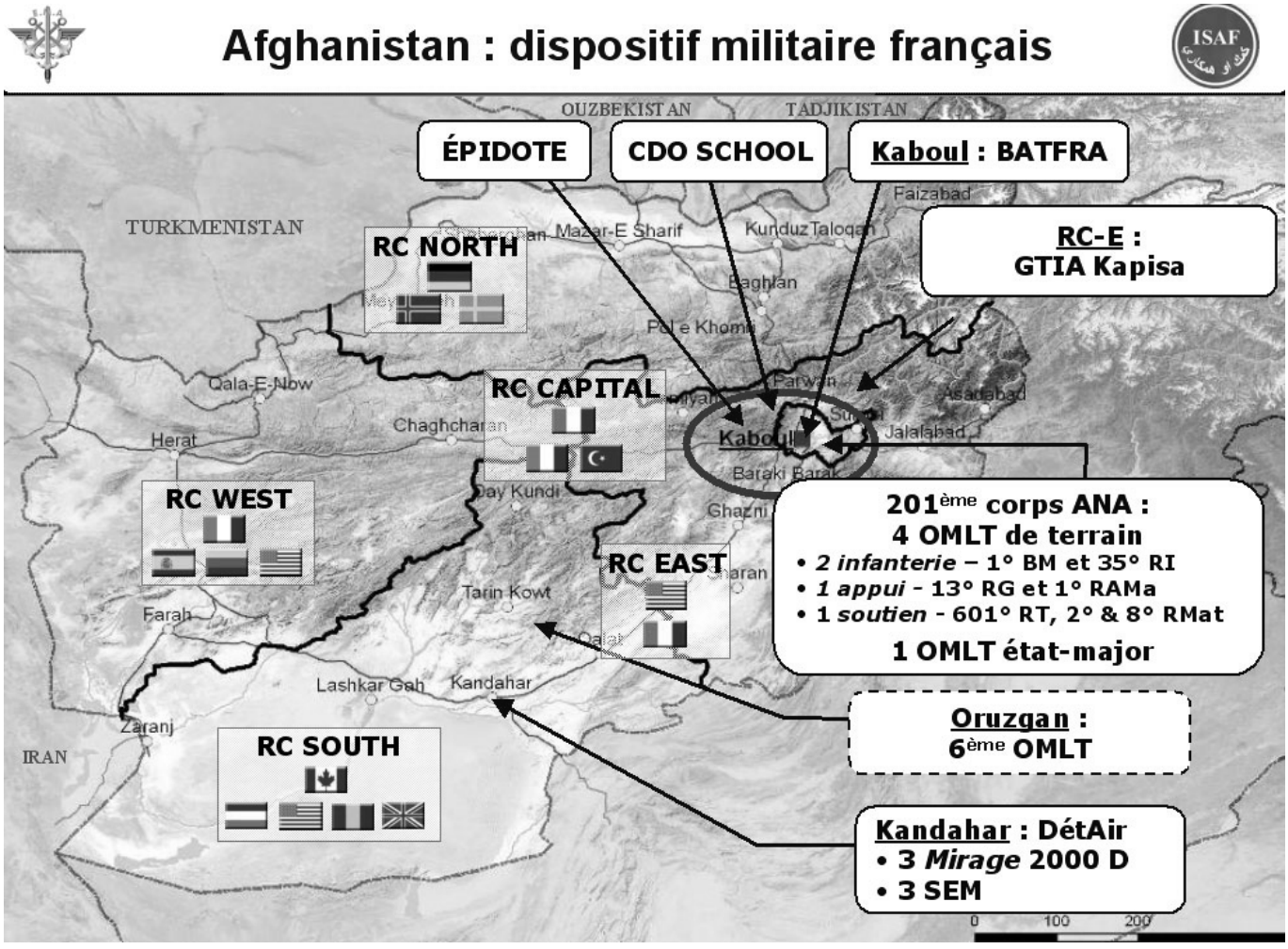
> *Nos soldats sont tombés pour protéger la France, pour protéger les Français de la menace directe du terrorisme, qui prend pour une large part sa source dans cette région du monde.* (Nicolas Sarkozy, *Discours à la 16e conférence des ambassadeurs,* 27 août)

Les troupes françaises qui mènent la guerre en Afghanistan sont composées de professionnels, de mercenaires de l'impérialisme français, qui sont apparemment étonnés qu'au lieu de tuer impunément de l'Afghan, ils puissent eux-mêmes parfois servir de cibles. Dans le silence complice de tous les grands partis français, la population d'Uzbeen a subi la vengeance de la soldatesque :

> *Quatre missiles Milan ont été tirés contre le village, deux autres hameaux ont été détruits dans un raid aérien le lendemain. L'agence Pajhwok estime qu'il y aurait plusieurs dizaines de civils morts.* (*Le Nouvel Observateur*, 28 août)

Le Parti socialiste et le Parti communiste français ont intégré « l'union sacrée », en participant notamment aux cérémonies du sabre et du goupillon le 21 août, en compagnie du président qui a envoyé les troupes là-bas et qui a ouvert la chasse à l'immigré ici, de ses ministres, des parlementaires de l'UMP et du MoDem, de Le Pen, de l'état-major de l'armée qui a massacré la Commune de Paris et mené les guerres coloniales, des évêques de l'Eglise catholique qui a béni ces exactions ainsi que le régime de Pétain.

> *Cette tragédie suscite un choc émotionnel légitime... Le PCF réitère sa condamnation de*



cette politique aventureuse et dangereuse qui a enlisé la France… (PCF, *Déclaration,* 19 août)

Le Parti socialiste s'associe à la douleur des familles des 10 soldats tués en Afghanistan, apporte tout son soutien à nos compatriotes blessés et exprime sa solidarité avec l'ensemble des militaires français engagés en Afghanistan… Le Parti socialiste avait souligné les dangers d'une escalade non maîtrisée. (François Hollande, *Communiqué,* 19 août)

Pour le PCF et le PS, il n'y a pas « d'émotion légitime » et encore moins de « tragédie » pour les centaines de victimes civiles des incessants bombardements de villages par l'aviation française et par l'aviation américaine, qui renforcent l'emprise de la réaction islamiste sur la population d'Afghanistan. Il faut dire que c'est le gouvernement Jospin (PS-PCF-Verts-PRG) qui avait envoyé en 2002 les premières troupes françaises et qu'en 1991, c'est le gouvernement Mitterrand-Rocard (PS-PCF-Verts-PRG) qui a participé aux côtés des États-Unis à la première guerre impérialiste contre l'Irak. Récemment, les principaux dirigeants du PCF et du PS ont même accepté d'accompagner Sarkozy lors de son voyage au Liban du 7 juin.

Le PS et le PCF se situent tous deux sur le terrain de Sarkozy, celui de « la France ». Mais l'union sacrée et le nationalisme, qui mettent « la France » au dessus des classes qui la composent, aboutissent inéluctablement à la subordination de la classe ouvrière à ses exploiteurs. C'est dans l'intérêt de ces derniers, et non des travailleurs, que la 5e République participe au maintien de « l'ordre » mondial, défini par les États-Unis, et, dans une moindre mesure, par leurs rivaux impérialistes comme la France.

Pour conserver un rôle mondial et garantir les profits des grands groupes capitalistes français, le gouvernement Sarkozy-Fillon modernise actuellement l'armée par la fermeture de casernes superflues dans des petites villes, le lancement d'un nouveau sous-marin nucléaire, l'ouverture d'une base supplémentaire aux Émirats arabes unis, etc. Cette puissance d'intervention extérieure et de destruction accrues sert d'appui aux initiatives diplomatiques.

Que l'impérialisme soit américain, français ou autre, sa domination sur le reste du monde et ses immixtions brutales entretiennent le sous-développement, la misère, la réaction, l'oppression des femmes et le cléricalisme. Sarkozy ranime ouvertement la religion pour maintenir l'ordre en France dans une période où il y démantèle les conquêtes sociales ; les dirigeants américains démocrates et républicains ont nourri l'islamisme durant des décennies en Iran, en Indonésie, au Pakistan et en Afghanistan (incluant le réseau du capitaliste saoudien Ben Laden) et misent aujourd'hui encore sur les réactionnaires sunnites au Liban et en Irak.

L'invasion de l'Afghanistan et celle de l'Irak sont donc totalement réactionnaires et la défaite des armées impérialistes est souhaitable. Il revient aux travailleurs des villes et des campagnes d'Afghanistan, avec l'aide de ceux du Pakistan, d'Inde, d'Iran… de chasser les occupants (dont l'armée française) et d'affirmer en

même temps leurs revendications (contrôle ouvrier, partage des terres, égalité des femmes, laïcité, etc.) qui sont incompatibles avec les deux pouvoirs qui se partagent actuellement le pays et qui sont tous deux au service des patrons, des seigneurs et des mollahs. Dans le cours de leur mouvement d'émancipation, les travailleurs afghans doivent renverser tant le gouvernement de Karzaï installé par l'impérialisme américain que les Talibans liés aux services secrets du Pakistan, pour mettre en place un gouvernement ouvrier et paysan.

Quant aux Etats qui ont envoyé des troupes d'occupation, la subordination de la classe ouvrière à la bourgeoisie par ses propres directions politiques et syndicales aboutit à la division des travailleurs dans le monde et dans le pays même, affaiblit la classe ouvrière dans sa lutte quotidienne, répand le scepticisme sur le socialisme.

L'unité des travailleurs impose que les organisations ouvrières de ce pays exigent le départ immédiat d'Afghanistan des troupes françaises, américaines, britanniques, etc. ainsi que la réduction du fardeau des dépenses militaires et du danger que représente pour eux-mêmes une armée de mercenaires habituée à massacrer des travailleurs. Une telle mobilisation mettra forcément en cause les gouvernements bellicistes comme ceux de Bush, Sarkozy ou Brown, et ouvrira la voie à un gouvernement ouvrier.

Retrait des troupes d'intervention françaises d'Afghanistan, de Côte d'Ivoire, du Liban, etc. ! Fermeture de toutes les bases militaires à l'étranger !

Désarmement des centaines de missiles nucléaires français ! Dissolution de l'armée de métier ! Entraînement militaire de tous les jeunes et armes sous contrôle des travailleurs !

8 septembre 2008

Groupe bolchevik
pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, de l'internationale ouvrière révolutionnaire

Enseignement
Aucune suppression de poste et rétablissement des postes supprimés ! Boycott de la « négociation » de la « réforme des lycées » !

L'enseignement public, une cible permanente du gouvernement Sarkozy-Fillon-Darcos

À la fin de la l'année scolaire 2007-2008, la carte scolaire a été de nouveau assouplie, alors que la première année a montré quel serait son aboutissement : aggravation des ghettos et menaces de fermeture de petits établissements (des quartiers pauvres). Dans un rapport gardé secret par le ministère, mais éventé par *Le Monde* le 18 juin, deux inspecteurs généraux de l'éducation relèvent :

> *C'est aux deux extrémités de la hiérarchie des établissements que la mixité sociale est mise le plus rudement à l'épreuve, dans les établissements les plus convoités, il y a peu d'élèves de condition modeste ; dans les collèges les plus évités, ce sont les catégories favorisées qui ont disparu.* (Jean-Pierre Obin et Christian Peyroux)

L'US, 18 septembre 2008

L'ARCHITECTURE ACTUELLE

TRONC COMMUN	
Français	23 heures hebdomadaires dont 6,5 heures dédoublées
Maths	
LV1	
Histoire-géographie	
SVT	
Physique-chimie	
ECJS	
EPS	

ENSEIGNEMENT DE DÉTERMINATION	
2 enseignements à choisir parmi 12	En moyenne 5 heures pour le parcours le plus fréquent
97 % des élèves choisissent la LV2 et donc la diversification porte sur environ 3 heures hebdomadaires	

UNE OPTION FACULTATIVE	
À choisir parmi 7 dont LV2	3 heures

HORAIRE ÉLÈVE
DE 28 HEURES À 32 HEURES
+ 2 HEURES
D'AIDE INDIVIDUALISÉE

LES PROPOSITIONS DE J.-P. DE GAUDEMAR

ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL	
Lettres	11 modules semestriels de 3 heures
Maths	
LV1	
Histoire-géographie	
LV2	
EPS	

ENSEIGNEMENT D'EXPLORATION	
À définir en fonction de 4 familles de parcours du cycle terminal	4 modules semestriels de 3 heures

ACCOMPAGNEMENT	
?	3 modules semestriels de 3 heures

HORAIRE ÉLÈVE
27 HEURES
TOUT COMPRIS

Durant l'été, la loi restreignant le droit de grève des travailleurs de l'enseignement primaire a été promulguée, le 20 août. Le gouvernement semble aussi méditer une attaque contre l'école maternelle, si on en juge par une déclaration du ministre de l'Éducation lors d'une réunion confidentielle (une audition le 3 juillet à la commission des finances du Sénat) qui a circulé largement depuis sur internet :

> *Est-il logique, alors que nous sommes si soucieux de l'utilisation des crédits de l'Etat, que nous fassions passer des concours bac +5 à des personnes dont la fonction va être essentiellement de faire faire des siestes à des enfants ou de leur changer les couches ?* (Xavier Darcos)

À la rentrée, les réseaux d'aide sont étranglés et les nouveaux programmes réactionnaires s'appliquent dans le primaire. Les conséquences de la suppression de 11 200 postes au budget 2008 se sont fait sentir dans les collèges et les lycées : baccalauréat professionnel en 3 ans au lieu de 4, suppression d'options, effectifs inacceptables dans certaines divisions, multiplication des nominations de professeurs sur plusieurs établissements.

Le projet de budget 2009 prévoit la suppression de 13 500 postes supplémentaires dans l'éducation. Cela impose d'accentuer la flexibilité des professeurs et de diminuer le droit de la jeunesse à se former, d'où l'annonce de ce qui est nommé, par antiphrase, une « réforme des lycées ».

Une offensive annoncée contre les lycées, avec l'aide des directions syndicales de l'enseignement et des « syndicats lycéens »

Contre toute vraisemblance, la direction du SNES-FSU, le principal syndicat des professeurs de collège et de lycée, présente ce projet gouvernemental comme le résultat… des exigences des enseignants :

> *En annonçant une réforme du lycée général et technologique, le ministre X. Darcos prétend répondre à la mobilisation qui se poursuit depuis des mois dans le second degré…* (*L'US,* 14 juin 2008)

> *Xavier Darcos vient de proposer aux organisations syndicales une « feuille de route » qui servira de point d'entrée à une discussion sur la réforme du lycée. Son contenu a été rédigé sous la pression des mobilisations en particulier le succès de la grève du 15 mai et de la manifestation nationale du 18 mai.* (*La Lettre Flash Actualité du Snes,* 4 juin 2008)

Le gouvernement avait soumis une « feuille de route » en 16 points qui prévoyait de faire éclater d'une part, les programmes, les horaires et les classes (« cadrage » : points 4, 6, 7, 16…) ; d'autre part, les droits et les statuts des enseignants (« cadrage » : points 11, 16…). La plupart des syndicats concernés (SNES-FSU, SGEN-CFDT, SE-UNSA, SNEP-FSU, SNPDEN-UNSA, SNALC-CSEN…) ont signé le 11 juin. La CGT s'est jointe depuis à la « négociation » du plan.

Darcos mise aussi sur les prétendus syndicats de lycéens tous deux dirigés par le PS. L'UNL et la FIDL n'ont aucune existence dans les classes, mais participent à toutes les instances de cogestion, CA, CVL, CAVL et CNVL, comme le font tous les syndicats étudiants (UNEF, SUD, FSE, CE…) et enseignants (FSU, UNSA, CGT, FO, SUD, CFDT…) :

> *Pour faire passer son projet de réforme du lycée, Xavier Darcos mise sur les lycéens eux-mêmes et les invite à « s'emparer » du débat. Le ministre de l'éducation veut pour cela organiser, à la fin du mois d'octobre, une réunion nationale de délégués élèves de tous les lycées de France…* (*Le Monde,* 13 septembre 2008)

Fort de toutes ces complicités, le gouvernement a pu annoncer une première application de sa « réforme », un « dispositif de réussite scolaire au lycée » qui ne consiste pas à imposer la « mixité sociale » ni à diminuer les effectifs, mais à faire travailler plus les professeurs et les agents, y compris durant les vacances :

> *Afin de répondre dès à présent à la demande exprimée par les lycéens et leurs familles, d'une amélioration de la continuité du service public qui se traduise par une offre élargie permettant un meilleur accompagnement des élèves dans leur parcours, un dispositif de réussite scolaire au lycée sera mis en place à titre expérimental dans deux cents lycées d'enseignement général et technologique ou professionnel. Ces établissements ont été identifiés comme accueillant des élèves faisant face à des difficultés scolaires particulières. Cette offre éducative nouvelle constitue la première étape de la réforme du lycée.* (*Circulaire*, 5 juin 2008)

Depuis, le gouvernement a précisé son projet. Le 16 septembre, le recteur Jean-Paul de Gaudemar a présenté la première étape, visant la classe de 2e dès septembre 2009 : réduction des moyens alloués par élève de 1 152 à 972 heures annuelles, éclatement du calendrier scolaire en 18 modules semestriels de 3 heures.

La suppression massive de postes prévue par le budget 2009 du gouvernement, la réduction de la formation des jeunes et la mise en cause des statuts des professeurs sont liées. Les « enseignements exploratoires » et les « activités d'accompagnement » autorisent les lycées, qui seront davantage « autonomes », à en finir avec le groupe classe et débouchent sur des « parcours » d'élèves hors de tout programme disciplinaire national et hors de tout cadre statutaire définissant les obligations de service des personnels. La série du bac ES, qui irrite le patronat, serait de fait supprimée et le contrôle continu supplanterait l'examen.

Parallèlement, dans l'enseignement professionnel, le SNETAA et le SGEN-CFDT ont approuvé le « protocole » contre les bacs pro qui permettront d'économiser environ 10 000 postes en privant les jeunes d'un an de formation.

Comment empêcher l'attaque contre les lycées et l'adoption du budget 2009 ?

Les mêmes bureaucrates syndicaux qui acceptent de discuter du plan de Darcos continuent à appeler à des « journées d'action » impuissantes tout en permettant à Sarkozy, son gouvernement et sa majorité UMP de poursuivre leurs attaques contre les salariés qui ont un emploi et les chômeurs : le 11 septembre, c'était une prétendue « journée d'expression nationale » (sic) avec concerts de casseroles, lâchers de ballons, déguisements, chaînes humaines… ; le 7 octobre, « construction » (sic) d'une journée d'action interprofessionnelle avec « des initiatives dans les départements, les professions… » ; le 19 octobre, un dimanche, une manifestation « pour la défense d'un service public d'éducation ». Avec de telles « actions », Sarkozy n'a pas fini de se moquer des salariés…

Si elles jouaient leur rôle, les organisations syndicales devraient se prononcer pour la levée des poursuites judiciaires contre les lycéens et professeurs qui ont manifesté l'an dernier, le rétablissement des postes supprimés, la défense des statuts de 1950 pour les certifiés et les agrégés et de 1992 pour les professeurs de lycée professionnel, l'augmentation des salaires et leur indexation sur les prix, le retrait du projet contre les classes de 2e, le maintien des diplômes nationaux et du bac pro en 4 ans, la titularisation des personnels précaires, le rattachement des personnels non-enseignants à la fonction publique d'État, l'interdiction de l'expulsion des élèves étrangers et de leurs parents, le retour aux 37,5 annuités de cotisation retraite pour tous… Les organisations syndicales devraient, sur cette base, appeler ensemble à manifester à l'Assemblée pour empêcher l'adoption du budget de l'enseignement 2009.

La première condition à remplir pour que les travailleuses et les travailleurs de l'enseignement puissent se défendre et avoir une chance de vaincre est la rupture de leurs organisations syndicales avec le gouvernement qui manigance toutes les attaques contre eux et les jeunes : boycott de la réunion nationale de délégués lycéens de Darcos, retrait des signatures du protocole de Darcos, boycott de toutes les « réunions bilatérales » et « tables rondes » sur la « réforme des lycées » du gouvernement.

Sur les lieux de travail et dans les réunions syndicales, il faut imposer la fin de la connivence avec le ministre, la convocation d'assemblées générales qui discutent de la situation et une centralisation des AG par la mise en place de coordinations entre les représentants élus par les établissements, pour surmonter les obstacles que les directions syndicales mettent sur la voie de la mobilisation et de la lutte collective contre le gouvernement et ses plans réactionnaires.

Pour le 9e congrès fédéral santé CGT

Motion adoptée le 15 mai 2008 par l'Assemblée Générale du syndicat CGT du Centre Hospitalier Guillaume Régnier de Rennes

Le congrès condamne toutes les attaques qui se trouvent dans le projet « santé et territoires » présenté par Larcher et Bachelot et exige

- le maintien de tous les hôpitaux publics
- l'augmentation des crédits de fonctionnement
- la création des postes nécessaires et la titularisation de tous les contractuels
- l'abrogation du forfait hospitalier
- la défense des statuts de la fonction publique
- la non privatisation de tous les services de l'hôpital

et mandate la direction fédérale santé, en lien avec la confédération, pour refuser tout projet de loi et de préparer dès maintenant une manifestation nationale à l'Assemblée nationale au moment où ce projet de loi sera soumis, pour empêcher son adoption et organiser la mobilisation jusqu'au retrait du texte.

(adoptée par 36 pour, 1 abstention)

Opération « lycée réussite » de Darcos

Intervention lors de l'assemblée générale du Lycée Vial de Nantes le 17 juin 2008

Le proviseur nous a présenté la question du « dispositif de réussite scolaire » comme une sorte de cadeau, puisqu'il s'agirait simplement de « moyens supplémentaires », qui seraient difficiles à refuser quand on cherche la réussite des élèves en difficulté.

En réalité, nous avons affaire à deux circulaires du ministre, qui concernent 200 lycées. Il ne s'agit pas d'un cadeau soudain pour pallier les difficultés des élèves de 2e du lycée Vial. Il s'agit de la politique d'ensemble d'un gouvernement, qui prend la forme de lois, de circulaires et de décrets. Si le gouvernement voulait la réussite des élèves, pourquoi aurait-il supprimé dans le budget plus de 11 000 postes dans l'éducation nationale ? Si le gouvernement voulait la réussite des élèves en difficulté, pourquoi aurait-il supprimé les réseaux d'aide dans l'enseignement élémentaire et imposé un programme rétrograde ?

Le président de la République a annoncé à Nantes en octobre qu'il voulait modifier le recrutement, la rémunération et la nomination des travailleurs de la fonction publique. Il a décidé un service minimum dans les écoles en cas de grève. Il vient d'annoncer qu'il fallait supprimer les IUFM. Le gouvernement dit qu'il n'est pas question d'augmenter nos salaires, malgré l'inflation, mais qu'il faut faire des heures supplémentaires. Le gouvernement a fait matraquer et arrêter des professeurs des écoles mercredi dernier à l'inspection d'académie... Voila ce que fait en pratique le pouvoir, à l'école comme ailleurs. En quoi est-ce dans l'intérêt des élèves ?

Après avoir supprimé 11 000 postes qui sont nécessaires à la réussite des élèves, les circulaires du ministre veulent nous faire travailler en heures supplémentaires durant l'année scolaire et durant les vacances, dès ces vacances, dès ce mois d'août. Ce projet est, dans ses propres termes, « la première étape de la réforme des lycées ». Le plan du gouvernement contre les lycées n'est pas adopté, mais il s'applique déjà.

Voilà le résultat de la signature de l'accord du 11 juin entre le ministre et les dirigeants syndicaux : Snes-FSU, Snep-FSU, Sgen-CFDT, Se-UNSA, Snpden-UNSA. C'est impensable qu'ils aient signé avec le gouvernement, alors que les postes sont supprimés, les salaires bloqués, que le projet du ministre est de mettre en cause les statuts des professeurs et les horaires dus à tous les élèves (points 4, 7, 11, 16... de l'accord)...

Nous ne pouvons pas accepter de travailler en août en plus. Les syndicats doivent retirer leur signature et exiger le rétablissement des postes, le respect des statuts ! L'intérêt des élèves, c'est des professeurs respectés, correctement payés et la diminution des effectifs.

(l'AG a décidé très majoritairement de refuser de participer à l'opération « lycée réussite » de l'été)

Retrait du plan Sarkozy contre les hôpitaux !

Le gouvernement des capitalistes mène la guerre contre l'hôpital public, les malades et les personnels

Le gouvernement Sarkozy-Fillon-Bachelot, comme ses prédécesseurs, a découvert que la Sécu et les hôpitaux publics avaient des « trous », des « déficits »... que l'État crée lui-même et dont il tire argument pour diminuer les soins des plus pauvres et s'en prendre aux travailleurs des hôpitaux.

La Sécurité sociale résulte de la mise en commun d'une partie du salaire de l'ensemble des travailleurs pour assurer l'accès de tous aux soins, salaire différé que les patrons appellent « charges sociales » pour cacher qu'il s'agit d'argent dû aux travailleurs.

Si la Sécu manque de fonds, c'est parce que les salaires sont trop bas, le chômage trop élevé, les exonérations de cotisations patronales trop nombreuses et les médicaments trop coûteux. L'étranglement progressif des remboursements de soins et des retraites est autant de gagné pour les compagnies d'assurance et les banques privées.

Les hôpitaux publics n'ont pas à être rentables. Ils traitent les réanimations les plus longues, les pathologies les plus lourdes, ils assurent les radios, les analyses et les autres examens sur place ; ils assurent la formation des médecins, les urgences. Si l'hôpital public n'a pas assez d'argent, c'est que les gouvernements au service des riches et des patrons garantissent les profits des cliniques privées et n'assurent pas au service de santé publique les moyens de ses missions, au détriment des travailleurs des hôpitaux et des patients.

Déjà, le forfait hospitalier a été relevé, les patients paient un euro par consultation de leur médecin, de nombreux médicaments ne sont plus remboursés, Sarkozy et l'UMP ont instauré de nouvelles franchises annuelles non remboursables sur les soins. En plus, le gouvernement a décidé une « réforme », c'est-à-dire un plan réactionnaire, directement contre les hôpitaux publics.

Un projet de fermetures de services et d'hôpitaux, d'atteintes aux statuts, de privatisation

Sarkozy, le 17 avril, a présenté son plan. Les aides et subventions reviendront prioritairement aux « *communautés hospitalières de territoire* », c'est-à-dire aux hôpitaux acceptant de « *se mettre en réseau* », de se spécialiser dans tel secteur (en abandonnant les autres), de partager les moyens (équipements et personnels). Cette restructuration conduirait à la fermeture ou à la fusion de plus de 200 hôpitaux. L'ensemble des établissements –publics comme privés– doivent constituer *« l'offre globale de soins »* à la population.

On comprend que sur un « territoire », c'est l'hôpital public qui fera double emploi et fermera partiellement ou totalement, pas la clinique privée.

Pour « *favoriser la responsabilisation des acteurs* », Sarkozy promet « *un vrai patron* » qui présiderait un directoire resserré. À lui de sabrer dans les services et de tenir le budget alloué. La directrice ou le directeur aurait plus de latitude pour recruter localement, dans le cadre de « *modalités innovantes* », avec des contrats de droit privé. Elle ou il pourrait même mettre des personnels titulaires à disposition de sociétés privées qui auront obtenu un contrat de sous-traitance.

Ce serait la fin du statut de la fonction publique hospitalière.

Assez de concertations sur le plan Sarkozy-Bachelot-Larcher ! Front unique pour battre le gouvernement et obtenir le retrait du plan réactionnaire !

Tous les dirigeants syndicaux ont accepté de participer au rapport Larcher, commandé par le président et la ministre, qui a préparé le terrain au plan Sarkozy-Bachelot.

Au lieu d'exiger le retrait pur et simple du plan, les chefs syndicaux acceptent de le négocier avec la ministre et réclament des « tables rondes » avec le gouvernement et les cliniques privées.

Au lieu d'appeler à la grève générale pour le retrait du plan, les chefs syndicaux épuisent les travailleurs hospitaliers dans des « journées d'action » inefficaces et des « grèves reconductibles » dispersées site par site, des recettes qui ont conduit à la défaite des cheminots et de bien d'autres.

Il faut que les travailleuses et les travailleurs, dans les réunions syndicales et les assemblées générales, imposent la défense de leurs intérêts, donc la rupture des organisations syndicales avec le gouvernement :

Maintien de tous les hôpitaux publics !

Augmentation des crédits de fonctionnement, création de tous les postes de soignants nécessaires, titularisation des précaires, augmentation des salaires !

Défense des statuts de la fonction publique !

Abrogation du forfait hospitalier !

Grève générale pour le retrait du plan d'austérité et de privatisation !

Gigantesque manifestation à l'Assemblée nationale, où sera soumis ce projet de loi, pour empêcher son adoption !

20 juin 2008

Déclaration du Collectif Révolution Permanente

Une fois de plus, guerres et « nettoyages ethniques » en Ossétie et en Géorgie

Cessation des immixtions américaine, russe et européennes ! Respect des droits de tous les peuples ! Instauration de la fédération socialiste du Caucase !

Le rétablissement du capitalisme a entraîné la multiplication des guerres dans le Caucase

Le 7 août, le gouvernement de Tbilissi a lancé l'armée de la Géorgie, équipée par les Etats-Unis, entraînée par les Etats-Unis, Israël et la Turquie, à l'assaut de la région autonome d'Ossétie du Sud. L'armée géorgienne a bombardé la capitale de l'Ossétie du Sud, Tskhinvali.

Le président géorgien Mikheïl Saakachvili avait sans doute surestimé l'appui des États-Unis. En effet, le gouvernement Medvedev-Poutine, renforcé par la prospérité économique de la Russie, a riposté immédiatement pour défendre son glacis en misant sur les difficultés de l'administration Bush aux prises avec l'Irak et l'Afghanistan, jouant de l'impuissance de l'Union européenne dépourvue d'armée propre (et dépendante économiquement du pétrole et du gaz russes). L'armée russe, se posant en protectrice des Ossètes, a refoulé puis écrasé l'armée géorgienne, bombardant la ville géorgienne de Gori, tandis que des milices nationalistes ossètes massacraient, dans son sillage, des Géorgiens qui habitaient là depuis longtemps. Le rapatriement précipité par l'armée américaine du contingent géorgien d'Irak (la troisième troupe d'occupation en nombre) n'a pas sauvé la mise à Saakachvili. Comme toujours, c'est la population civile qui a payé le plus lourd tribut, des dizaines de milliers de Géorgiens et d'Ossètes subissant exodes, bombardements et exactions.

Une fois de plus, les bombardements, les déportations de civils et les liquidations sommaires ont embrasé le Caucase, une région où de multiples peuples ont pourtant coexisté en paix après la victoire de la révolution russe, où les mariages « mixtes » s'étaient multipliés entre Slaves, Ingouches, Géorgiens, Arméniens, Turcs, etc.

Comme l'éclatement de la Yougoslavie, celui de l'URSS a été causé par le rétablissement du capitalisme par la bureaucratie d'origine stalinienne, chaque nouvelle bourgeoisie essayant de bâtir un État capitaliste national au détriment de ses travailleurs et aussi des nationalités minoritaires vivant sur son territoire. Tous les courants nationalistes qui sont réapparus ont pour but de créer un nouvel État bourgeois, nourrissant inévitablement le racisme.

Dans le Caucase, la Transnistrie a fait sécession de la Moldavie en 1991. L'Abkhazie a proclamé son indépendance vis-à-vis de la Géorgie en 1992, ce qui a déclenché une guerre de la part de celle-ci. Alors que l'Ossétie du Nord est rattachée à la Russie, l'Ossétie du Sud a proclamé son indépendance en 1992 après un conflit armé, quand la Géorgie a voulu abolir l'autonomie de la province. Le Haut-Karabakh a proclamé son indépendance de l'Azerbaïdjan en 1991, déclenchant un conflit entre celui-ci et l'Arménie voisine. En 1991, la Tchétchénie a proclamé son indépendance de la Russie ; en 1994, Boris Eltsine a envoyé l'armée russe reconquérir ce territoire, rasant sa capitale, Grosni ; en 1999, Vladimir Poutine a fait envahir de nouveau par l'armée russe la Tchétchénie. L'État russe réprime violemment les aspirations nationales des Ingouches.

Leur base économique et ethnique étant dérisoires, les bourgeoisies rabougries des Balkans et du Caucase qui trompettent leur indépendance sont vouées, dans le cadre du capitalisme, à servir de relais local à la domination de bourgeoisies plus puissantes sur leur population. La destruction de ce qui restait de la révolution russe de 1917 a débouché sur une catastrophe réactionnaire, sur une régression historique : multiplication des frontières et conflits sans fin dans les Balkans et le Caucase.

Depuis dix-sept ans, les puissances américaine et européennes attisent les conflits dans les Balkans et au Caucase

La Russie vient de reconnaître officiellement l'indépendance des deux régions dont l'armée russe ne s'est pas retirée : l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie. Il est difficile de croire à la défense des « droits des peuples » par Medvedev et Poutine, quand la Russie bafoue le droit à l'indépendance des Tchétchènes et des Ingouches, occupe militairement la Tchétchénie. Les protestations de défense des « intégrités territoriales » par Bush (et par ses deux successeurs putatifs McCain et Obama) ne sont pas plus crédibles, dès lors que les États-Unis mènent simultanément la guerre en Irak et en Afghanistan, sans parler des menaces (avec la France et Israël) envers l'Iran.

Le rétablissement du capitalisme en Russie, en Europe centrale et en Chine a été le résultat de la pression de l'impérialisme sur les pays où le capital avait été exproprié. De la révolte des ouvriers de Berlin Est en 1953 à celle des ouvriers et des étudiants de Pékin en 1989, les bureaucraties privilégiées et totalitaires ont réussi à écraser toutes les révolutions ouvrières qui auraient sauvé la propriété collective en instaurant le contrôle des producteurs sur l'économie. Après avoir bouché ainsi la voie du socialisme, les bureaucrates ont eux-mêmes rétabli le capitalisme en 1991, en essayant de s'emparer individuellement des entreprises.

La Russie est devenue un fournisseur de matières premières aux pays avancés ; la Chine est devenue un pourvoyeur de main d'œuvre bon marché. Les oligarques et les mafieux se sont emparés de la Russie sous la protection des héritiers de la Guépéou et avec la bénédiction du clergé. Les grands groupes capitalistes du Japon, des États-Unis, d'Allemagne, de France... exploitent les ouvrières et les ouvriers chinois qui leur sont livrés, sans droits ni syndicats, par le régime chinois.

La Russie est désormais encerclée de bases militaires américaines, ce qui nourrit le chauvinisme sur lequel mise le régime et freine la lutte de classe des travailleurs russes. L'OTAN inclut désormais l'Europe centrale et quasi-toute l'Europe de l'Est ; elle vient d'ouvrir, voici quelques jours, de nouvelles bases militaires en Pologne et en Tchéquie. Les Etats-Unis et l'Union européenne ont soutenu l'indépendance des Etats baltes, la sécession du Kosovo, la « révolution des roses » de 2003 qui renversait Chevardnadze en Géorgie et la « révolution orange » de 2004 qui a évincé en Ukraine les partisans de l'alliance avec la Russie. Depuis 2005, un oléoduc qui traverse la Géorgie permet de contourner la Russie pour acheminer le pétrole de la Caspienne vers l'Ouest. L'Union européenne a absorbé les États baltes, une partie de l'ex-Yougoslavie et tous les États d'Europe centrale ; elle envisage d'en faire de même avec le Kosovo et la Serbie, l'Ukraine et la Géorgie. Les États-Unis ont pris pied en Asie centrale et y ont multiplié les bases militaires, au détriment de leurs rivaux impérialistes traditionnels et aussi des bourgeoisies émergentes de Russie et de Chine. En riposte, la Chine, la Russie et l'Ouzbékistan ont mis en place un traité militaire en 2001 (l'OCS) pour contrer l'influence grandissante des Etats-Unis dans la région.

Les rivalités entre les impérialistes ne se bornent pas aux tensions entre la Russie et les Etats-Unis. La stratégie de Bush est d'encercler la Chine et la Russie par des alliances diplomatiques, des bases militaires, sans hésiter à attiser le nationalisme géorgien et le séparatisme clérical au Tibet. L'Allemagne et la France luttent aussi pour des débouchés à leurs capitaux et l'accès au gaz et au pétrole de l'Asie, ce qui explique leur refus, aux côtés de la Russie, de soutenir la deuxième guerre contre l'Irak en 2003 décidée par les Etats-Unis avec la complicité de la Grande-Bretagne. Les dirigeants de l'Union européenne ménagent la Russie tout en ouvrant, à son détriment, les portes de l'UE aux États issus de l'ancien glacis

occidental de feue l'URSS. Pour tenter de limiter l'emprise des États-Unis en Europe et en Asie de l'Ouest, le président Sarkozy et la chancelière Merkel ont bloqué l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN en avril.

> *M. Bush a vigoureusement appuyé l'adhésion. Mais l'Alliance atlantique a décidé de ne pas permettre l'entrée de l'Ukraine et de la Géorgie… C'est un rejet notable de la politique américaine dans une alliance normalement dominée par Washington…* (*New York Times*, 4 avril 2008)

Le plan de paix du 12 août, parrainé par l'Union européenne, ne fait pas mention de l'intégrité territoriale de la Géorgie, autrement dit, il avalise « l'indépendance » de l'Ossétie du sud et de l'Abkhazie, que même les satellites de la Russie n'ont pas reconnue à cette date. La réunion d'urgence de l'UE du 1er septembre l'a confirmé et n'a pas suivi les représentants de la Grande-Bretagne, de la Suède, des pays baltes et de la Pologne qui réclamaient des sanctions contre la Russie :

> *La plupart des grands pays européens se montrent plus prudents. Ils blâment la Géorgie, considérée comme un protégé irresponsable des États-Unis, pour avoir déclenché la guerre, tout en désapprouvant la reconnaissance diplomatique précipitée des deux sécessions de la Géorgie, l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie, ainsi que le maintien de la présence militaire russe dans des zones-tampon.* (*The Economist*, 6 septembre 2008)

Indépendance de la classe ouvrière ! Aucune confiance dans les dirigeants de l'UE, de la Russie, ni des États-Unis !

Dans chaque pays, l'ennemi principal des ouvriers, des employés, des petits paysans, des étudiants est la bourgeoisie. Les classes dominantes rabougries des Balkans et du Caucase exploitent leurs travailleurs, dressent les peuples les uns contre les autres, oppriment aussi violemment leurs propres minorités que les Etats dont elles font sécession, se vendent à telle ou telle puissance, ce qui réduit à néant les mythes de l'indépendance nationale dont elles se targuent.

Le progrès, le développement et la paix seront l'œuvre du prolétariat, pas de la bourgeoisie américaine, française, russe ou géorgienne. La classe ouvrière doit ouvrir une autre perspective, celle tracée au début du 20e siècle par le Parti social-démocrate serbe, le Parti bulgare social-démocrate et le Parti bolchevik (en particulier en Géorgie), puis par l'Internationale communiste de Lénine et de Trotsky : celle de l'unité de tous les travailleurs contre tous les exploiteurs, celle de l'internationalisme.

En Russie et dans chaque État du Caucase, la classe ouvrière doit s'opposer à tout pogrome, renverser le pouvoir des exploiteurs et imposer à sa place le pouvoir des travailleurs dont la première mesure sera de reconnaître le droit pour les nations opprimées de l'État de décider de leur sort.

Pour accomplir une telle tâche, le prolétariat doit édifier un parti révolutionnaire qui rassemblera les travailleurs avancés de toutes les ethnies. Pour ne pas être écrasée par la réaction, la révolution sociale devra s'étendre aux pays voisins, ce qui permettra la collaboration des gouvernements ouvriers et ouvrira la perspective de la dissolution des frontières.

Travailleuses et travailleurs de Russie, d'Ukraine, de Tchétchénie, de Géorgie et d'Ossétie, unissez-vous ! Formez vos organisations indépendantes (syndicats, conseils, parti) qui vous rassemblent, quelle que soit votre origine ! Respect des droits de toutes les minorités nationales de tout le Caucase !

Dissolution de l'OTAN ! Fermeture des bases militaires américaines d'Europe orientale, d'Asie de l'Ouest et d'Asie centrale ! Retrait des troupes russes de la Tchétchénie et de l'Ingouchie ! Retrait des missions de l'ONU (MONUG) et de l'UE (OSCE) de Géorgie !

Gouvernement ouvrier en Géorgie et en Russie ! Fédération socialiste du Caucase !

8 septembre 2008

Collectif Révolution Permanente
(CRP Pérou, GB France, KPR Autriche)

Développement de la crise financière
Le capitalisme traversé par des convulsions de plus en plus violentes

> *Le système du crédit dont le centre est constitué par les banques centrales et les prêteurs et usuriers qui tournent autour représente une centralisation énorme et il confère à cette classe de parasites un pouvoir fabuleux, le pouvoir d'intervenir de la façon la plus dangereuse dans la production réelle…* (Karl Marx, *Le Capital*, livre III, ch. 33)

Le précédent numéro de *Révolution Socialiste* faisait état des développements de la crise immobilière qui a éclaté aux Etats-Unis au cours de l'été 2007 (« Le capitalisme menacé par une récession plus violente qu'en 1929 », mai 2008). Tout a confirmé ses analyses. Comme le lui dicte son rôle de « prêteur en dernier ressort », autrement dit de béquille du capital, l'État bourgeois avait alors tâché d'empêcher l'effondrement du système bancaire par divers moyens :

• les banques centrales, principalement la Réserve fédérale des États-Unis (Fed) et la Banque centrale européenne (BCE), ont prêté des dizaines de milliards de dollars aux banques pour leur fournir de l'argent frais,

• la Fed a massivement diminué les taux directeurs,

• deux fleurons de la finance mondiale, Northern Rock et Bear Sterns, ont été nationalisées,

• le gouvernement Bush mettait en œuvre un plan de 150 milliards de dollars…

C'était loin d'être suffisant et, alors que les pertes étaient estimées à 50 milliards de dollars au cours de l'été 2007, les autorités financières ont vu la facture grossir de façon exponentielle, pour atteindre 2000 milliards de dollars.

La bourgeoisie aux abois

Les jours qui viennent de s'écouler furent le théâtre d'un nouvel épisode des convulsions récurrentes du capitalisme, sous la forme d'un krach boursier d'une ampleur rarement égalée, la *« plus grave crise financière depuis un siècle »* (Alan Greenspan, ancien président de la Fed, *Les Échos*, 16 septembre). Toutes les banques avaient contourné les règles (telles le ratio Mac Donough) par des astuces comme sortir les créances (prêts immobiliers et autres) de leur bilan, les mélanger et revendre le tout sous forme de titres nouveaux (certificats, obligations…) à d'autres banques et à d'autres sociétés financières qui touchaient en contrepartie des intérêts :

> *La banque transforme les crédits en titres négociables, ce que l'on appelle titriser.* (Georges Pauget et Jean-Paul Betbèze, *Les 100 mots de la banque,* 2007)

Le risque est ainsi transféré. Quand il s'avère que certaines des dettes d'origine ne valent rien, les titres qui les recouvrent se déprécient et la contagion est internationale. La crise financière initiée dans le crédit immobilier aux États-Unis s'est rapidement propagée dans le monde entier, puisqu'en un an, le marché français de l'investissement immobilier d'entreprise a chuté de 54 %, et au 15 septembre, les dépréciations d'actifs des banques, qui correspond approximativement aux capitaux qu'elles ont perdu, s'élèvent à 514 milliards de dollars, dont la moitié aux États-Unis, où trois des cinq grandes banques d'affaires ont fait faillite (une banque d'affaires, contrairement à une banque de dépôt, ne repose pas sur un réseau d'agences, mais a pour clients des entreprises ou des grandes fortunes…). Seules Goldmann Sachs et Morgan Stanley ont, très provisoirement, survécu.

Au cours de l'été 2008, une dizaine de banques régionales américaines ont fait faillite. Un plan de 300 milliards de dollars était engagé par Bush pour sauver le marché immobilier. 117 banques, un record, étaient classées dans la « liste noire » du FDIC, un organisme fédéral de supervision des banques de dépôt aux États-Unis. Le 7 septembre, deux opérateurs de refinancement hypothécaire, Freddie Mac et Fannie Mae, ont été renationalisés, ou plus précisément mis sous tutelle gouvernementale, ce qui a eu pour effet de rassurer la bourgeoisie, d'autant que le Trésor s'est dit prêt à injecter 200 milliards de dollars. Si l'État américain est intervenu, c'est pour sauver le capital, mais aussi parce que ces agences sont largement financées par des capitaux étrangers (la Chine à hauteur de 395,9 milliards de

dollars, le Japon pour 228,2 milliards, la Russie pour 75,3 milliards, la Corée du Sud pour 63 milliards, Taïwan pour 54,9 milliards...).

Las, ce répit fut de courte durée, puisque trois jours plus tard, Lehman Brothers, 4e banque d'affaires américaine, annonçait des pertes colossales. Un spéculateur « aguerri », Michael Holland, 64 ans, président fondateur d'un fonds spéculatif, affirme *« être à Wall Street depuis des années et n'avoir jamais vu un week-end comme celui-là »* (*Bloomberg*, 15 septembre). Il fait allusion au week-end au cours duquel a été prononcée la faillite de Lehman Brothers. Alors qu'en avril dernier, Richard Fuld, son PDG, disait aux actionnaires qu'*« en matière d'impact des marchés financiers, le pire est derrière nous »* (*The Wall Street Journal*, 15 avril), Kenneth Bogoff, ancien directeur du FMI rétorquait que *« le pire est à venir »* (*Reuters*, 19 août) après que Lehman Brothers a vu ses cours chuter de 70 % au cours de la semaine du 8 septembre. Les épées en plastique que Richard Fuld a fait distribuer à certains salariés pour défendre la banque (*Les Échos*, 12 septembre) n'ont rien pu y faire, et la banque fut liquidée, placée en redressement judiciaire, et ses actifs furent gelés.

Ces difficultés ont des répercussions sur d'autres établissements. Notamment, Washington Mutual, première caisse d'épargne américaine et 4e banque de dépôt américaine, a vu son cours chuter de 48 % en deux jours. Les banques japonaises ont octroyé plusieurs centaines de millions de dollars de crédits à Lehman Brothers, ainsi qu'à Dexia, pour 500 millions. La BNP, quant à elle, chiffre à environ 400 millions d'euros son exposition à la banque d'affaires américaine, contre 479 millions pour la Société générale. En un an, les banques commerciales et institutions d'épargne ont vu leurs gains chuter de 86,5 %, passant de 36,8 milliards de dollars à 5 milliards de dollars, le niveau le plus faible depuis 1991.

> *Le choc à Wall Street est à la mesure de ces images inconcevables du 11 septembre 2001. (Les Échos,* 16 septembre)

L'État béquille du capital

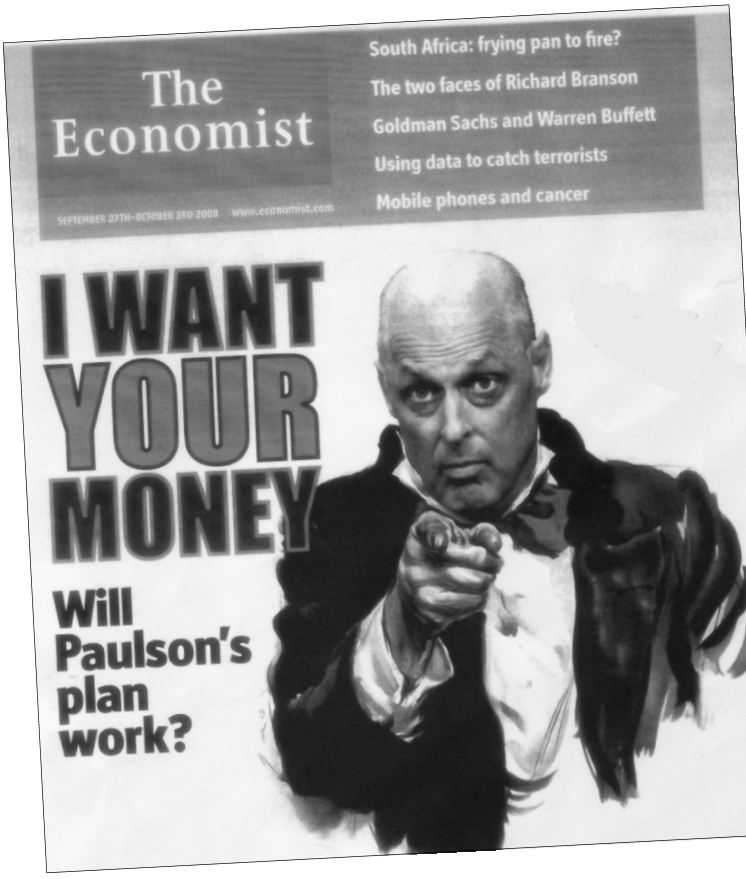
Pourtant, les bourgeois n'étaient pas au bout de leurs frayeurs, puisque 48 heures plus tard l'assureur américain AIG (2e assureur mondial, 110 milliards de dollars de chiffre d'affaires), coupable d'avoir assuré des produits liés au marché de l'immobilier pour plus de 500 milliards de dollars, vit le cours de son action chuter de 60 % ; elle risquait également la faillite, jusqu'à la décision de la Fed de lui octroyer 85 milliards de dollars de prêt en échange d'une participation de 79,9 %, c'est-à-dire de la nationalisation, *« la plus radicale intervention dans le secteur privé dans toute l'histoire de la banque centrale »* (*New York Times*, 17 septembre).

Au passage, la Fed contourne ses propres règles puisqu'il n'est pas dans ses attributions de refinancer des assureurs, mais *« les temps sont difficiles pour nos marchés financiers »* (Henry Paulson, secrétaire au Trésor, *Le Monde*, 17 septembre). Compte tenu de sa taille, la faillite d'AIG aurait entraîné des conséquences autrement plus graves que celle de Lehman Brothers, abandonnée par l'État bourgeois -*« si AIG fait faillite, le monde n'est plus assuré »* (*The Australian*, 17 septembre) et les pertes du marché financier s'élèveraient à 180 milliards de dollars. Pourtant, le jour même, le cours perd de nouveau 35 % (97 % depuis le début de l'année).

Le 18 septembre, la Fed injecte 50 milliards de dollars supplémentaires, et indique avoir, comme en mars lors du sauvetage de Bear Sterns, passé avec la BCE, la Banque Nationale de Suisse, la Banque d'Angleterre, la Banque du Japon et la Banque du Canada, des accords d'autorisation de prêts réciproques, en injectant jusqu'à 180 milliards de dollars pour endiguer la panique des marchés financiers internationaux.

> *Il est amusant de voir que les capitalistes, qui rejettent fermement le droit à l'emploi, réclament partout aux gouvernements un soutien public.* (Karl Marx, *Lettre à Engels*, 8 décembre 1857)

L'administration Bush a même demandé les pleins pouvoirs au Congrès américain pour racheter les créances douteuses des banques et des établissements financiers à hauteur de 700 milliards de dollars. Selon une étude de Barclays Capital, le gouvernement américain risque de devoir emprunter jusqu'à 1 000 milliards de dollars, soit l'équivalent du coût direct total de l'intervention en Irak, pour financer *« le plus grand plan de sauvetage financier de l'histoire des États-Unis »* (*New York Times*, 22 septembre).



Vers une récession à court terme, d'autres crises à long terme

De telle sommes peuvent provenir : 1) d'emprunts des États aux banques centrales, ce qui est interdit par les règles de l'UE et aboutirait à déclencher une inflation galopante, vu les sommes en jeu ; 2) d'emprunts sur les marchés de capitaux, au risque de contribuer à augmenter les taux d'intérêt à long terme (qui échappent à tout contrôle) et de susciter la défiance envers les titres de dette publique, comme les obligations qui servent actuellement de valeur refuge à l'épargne ; 3) de prélèvements sur les entreprises, au risque de plomber leur rentabilité, ou sur les travailleurs, au risque de nuire à la consommation… et de nourrir un légitime mécontentement contre le capitalisme.

> *L'économie tourne tellement au ralenti actuellement que sa capacité d'amortir des chocs comme ceux des récents renflouages et banqueroutes est des plus faibles… L'économie se bat pour toucher enfin le fond et trouver l'impulsion pour se rétablir. Les turbulences sur les marchés financiers compliquent la donne, en limitant l'accès au crédit. Au vu des indicateurs, il y a peu de raisons d'espérer de meilleures conditions économiques d'ici quelques mois… Il pourrait bien ne pas y avoir de signe d'amélioration avant que le second semestre de 2009 soit déjà bien entamé. D'ici là, la plus positive des prévisions est celle d'une croissance très lente.* (*La Tribune,* 18 septembre)

Les effets sur l'activité économique se font sentir depuis plusieurs mois, et ils sont aggravés par ces derniers développements.

> *À moins d'un nouveau mécanisme pour retirer les cellules malades du système, l'infection va se répandre, la confiance se détériorer et nous devrons faire face à la plus grande contraction de crédit jamais connue… Cela affecterait tout le système financier et l'économie, qui a jusque-là plutôt bien résisté.* (*The Wall Street Journal*, 18 septembre)

LA VIE FINANCIÈRE
L'HEBDO CONSEIL DE VOTRE ARGENT CHAQUE VENDREDI
Du 19 au 25 septembre 2008 - N° 3302 - 3,50 €
VF www.lavf.com
La crise s'aggrave
Protégez votre argent !

D'après Goldman Sachs, la moitié de l'économie mondiale risque d'entrer en récession, soit officiellement une baisse de la production pendant deux trimestres consécutifs. Même la ministre Lagarde, si sûre l'été dernier que l'éclatement simultané de la bulle immobilière et de la bulle financière serait sans impact sur l'économie, admet que *« c'est véritablement un bouleversement dans le paysage financier international »* (*Les Échos*, 16 septembre).

À terme, les gigantesques financements publics qui sont versés aux banques et aux compagnies d'assurance risquent d'alimenter la masse mondiale du capital argent, alors que le faible niveau des taux d'intérêt à court terme (déterminés en temps ordinaire par les banques centrales) avait déjà contribué aux spéculations des dernières décennies.

Pour en finir avec les maux du capitalisme, il faut éradiquer le capitalisme

Pendant que les guerres se poursuivent en Irak et en Afghanistan, les faillites des fonds d'investissement, des banques et des compagnies d'assurances, qui ont déclenché de la part des gouvernements des plans de sauvetage qui se chiffrent en dizaines, voire en centaines de milliards d'euros ou de dollars, ont succédé aux émeutes de la faim, face auxquelles les États et les organisations internationales déclaraient ne rien pouvoir faire.

La misère est à la fois cause et conséquence des crises et, depuis qu'il existe, le capitalisme est régulièrement frappé par des crises, de par son existence même. De la crise des tulipes en 1637 à la crise des subprimes, en passant par la crise de 1929, quelles que soient leurs spécificités, la classe des travailleurs en est la principale victime, à coups de hausses des prix des marchandises indispensables, de licenciements, de chômage…

> *Actuellement, la cause ultime d'une crise réelle se ramène toujours à l'opposition entre la misère, la limitation du pouvoir de consommer des masses, et la tendance de la production capitaliste à multiplier les forces productives, comme si celles-ci avaient pour seule limite la consommation totale dont la société est capable.* (Karl Marx, *Le Capital*, livre III, ch. 30)

Pour mettre fin à l'instabilité chronique de l'économie mondiale qui voit des milliards de travailleurs souffrir des états d'âme d'une poignée de bourgeois, il ne s'agit pas de rétablir la moralité dans les conseils d'administration de ces vautours, ni de taxer les transactions financières, ce qui est aussi efficace qu'un pansement collé sur une jambe de bois, mais il faut en finir avec la propriété privée des moyens de production qui fait du profit le principal moteur de l'activité. Il s'agit d'établir une économie fondée sur une propriété collective des moyens de production, de manière à ce que cette production soit déterminée par les travailleurs.

La lutte des « sans papiers » affaiblie par la coopération de la direction de la CGT avec le patronat et le gouvernement

Non au cas par cas, régularisation de tous les « sans papiers » !

Nombreux sont les militants ouvriers de toutes tendances qui interviennent quotidiennement dans les écoles, dans les entreprises et dans la rue pour défendre les étrangers venus chercher protection ou travail, ainsi que leurs enfants. La plupart d'entre eux, hommes et femmes, s'intègrent à la classe ouvrière tout en subissant une surexploitation, particulièrement quand ils sont démunis de titres de séjour.

Alors que les autres grandes confédérations syndicales ne bougent pas le petit doigt, la CGT est apparue, au printemps, comme l'organisation qui se mettait à défendre ces travailleurs.

Cependant, la profonde intégration de l'appareil de la centrale à l'État bourgeois et sa défense de la « France », c'est-à-dire du capitalisme français, n'est pas sans conséquence nuisible sur l'unité de la classe ouvrière et sur les ouvriers et employés sans titre de séjour.

Le jour de l'occupation du restaurant La Tour d'Argent par des travailleurs sans papiers, la dirigeante de la CGT Francine Blanche a prévenu :

> *Ce n'est pas une troisième vague, on aurait pu lancer des grèves dans 30, 40 entreprises… On veut arriver à une application banalisée, harmonisée et simplifiée de la circulaire du 7 janvier et ne pas être obligés de faire partir systématiquement en masse des grèves dans des entreprises.* (*AFP*, 19 septembre)

La direction de la CGT avait fait de cette revendication élémentaire l'affaire des seuls concernés sans jamais en appeler aux autres travailleurs, y compris ceux qui travaillent avec eux. Elle est passée de la régularisation de tous les « sans papiers », votée au 48e Congrès de la CGT, à la régularisation des seuls… dont le patronat a besoin, collaboration de classe oblige.

De fait, la bureaucratie syndicale s'aligne sur les positions du gouvernement et se charge de « l'application harmonisée » des exigences de la 5e République et de l'Union européenne. La politique « d'immigration choisie » ou « d'immigration de travail » adoptée par les ministres de la justice et de l'intérieur de l'Union européenne, qu'elle reprend à son compte, permet la division des travailleurs en restreignant le droit d'asile, le droit de circuler, de vivre en famille, d'être soigné. Pour la bureaucratie de la CGT, le travailleur régularisable est celui qui peut être utile à la « France », à son économie, c'est-à-dire, au cas par cas, celui qui saura se montrer le plus rentable, le plus corvéable et le plus docile.

> *Je le dis aux employeurs et au gouvernement : vous feriez mieux de ne pas tergiverser davantage et examiner les cas où la régularisation est incontournable.* (Bernard Thibaut, *Le Monde*, 28 septembre 2008)

En pratique, depuis le début du mouvement dans les restaurants, les entreprises de nettoyage, les dirigeants CGT ont collaboré avec les patrons et le gouvernement : ils ont organisé le dépôt de dossiers limité aux demandes de l'employeur, conformément aux lois anti-immigrés de Sarkozy et Hortefeux, en collaboration avec les préfectures et le ministère de l'intégration nationale et de l'immigration.

Épaulés dans l'intérim par ceux de SUD, les dirigeants de la CGT se sont efforcés de négocier la sortie des grévistes qui occupaient véritablement leur lieu de travail. Ils ont décrété la fin des grèves alors qu'une partie seulement des travailleurs obtenait

des autorisations de séjour, parfois de très courte durée. Ils ont poussé les sans papiers à quémander des titres de séjour dépendant complètement du contrat de travail, avec la menace pour les travailleurs du licenciement et donc de l'expulsion. Aujourd'hui, la direction de la CGT se vante d'avoir fait aboutir 950 dossiers (sur 1 700 !) alors que ces autorisations de séjour sont temporaires.

Le rejet en septembre des dossiers présentés par la Coordination des Sans Papiers de Paris (CSP 75) a illustré cette collusion entre la direction du syndicat et la Préfecture de Paris.

Il faut dire que la CSP 75, malgré toutes ses limites, est un début d'auto-organisation des travailleurs africains, ce qui est intolérable pour la bourgeoisie française, et qu'elle n'avait pas obéi aux consignes conciliatrices de la CGT. Elle avait osé occuper en avril 2008 la Bourse du travail à Paris pour exiger que tous les « sans papiers » soient régularisés. Lors de la Fête de *L'Humanité*, le service d'ordre de la CGT a même agressé les militants de la CSP75 :

> *Dans l'après-midi de vendredi 12, une douzaine d'« armoires à glace » du service d'ordre de la CGT (assurant le « service de sécurité » de la fête, ont-ils déclaré à la responsable du stand) ont tout à coup encerclé les quatre représentants de la coordination 75 qui étaient présents. Ils ont déchiré les tracts et jeté par terre les cartes postales de l'occupation, essayé de renverser la table de presse malgré l'opposition de nos camarades, ils les ont empêchés par la contrainte physique, accompagnée de menaces verbales, de filmer la scène. Ils ont dit à nos camarades qu'ils allaient occuper le stand en réplique à notre occupation de la Bourse du travail ; ils leur ont hautement proclamé que, de ce fait, les sans-papiers de la coordination 75 « n'obtiendraient rien » en matière de régularisations.* (CSP75, *Communiqué*, 18 septembre)

Mais toutes les associations dites « antiracistes » comme RESF ou l'UCIJ se sont couchées devant la direction de la CGT. La LCR et LO avaient condamné en mai la CSP 75. Pour LO, l'application harmonisée de la circulaire Hortefeux-Lefèvre est « *un premier pas* ». Quant aux déclarations de la LCR , elles en disent long sur son « Nouveau parti anticapitaliste » :

> *La série de grèves avec occupations, débutée le 15 avril par plusieurs centaines de travailleurs sans papiers, a ouvert une magnifique brèche dans la politique de Sarkozy et du ministre de l'Identité nationale, Brice Hortefeux. L'engagement du mouvement syndical, notamment de la CGT, est un fait majeur.* (*Rouge*, 9 mai)

Toutes les organisations réformistes et semi-réformistes, chacune à sa manière, laissent en somme le gouvernement aggraver ses quotas d'expulsion, multiplier les interpellations et les rafles, organiser le fichage des étrangers (fichier Eloi), adopter la directive européenne qui systématise l'enfermement des migrants, construire des centres de rétention (CRA) dans toute la France, exporter les lieux de rétention hors des frontières de l'Union européenne.

L'appareil répressif tourne à plein régime. Accusés de l'incendie du CRA de Vincennes, 6 retenus sont poursuivis ou incarcérés. Hortefeux a interdit toute manifestation devant les CRA. Le porte-parole de l'UMP Lefèvre, avec qui Francine Blanche n'hésite pas à s'afficher dans le journal de la CGT, a lancé une chasse aux sorcières contre les organisations de soutien aux sans-papiers, « y compris au plan judiciaire », et a appelé à la dissolution de RESF.

Le ministre de l'immigration a même retiré à la très chrétienne Cimade (qui a eu le tort à ses yeux de rendre publiques les conditions ignobles de détention), son monopole d'accès aux centres de rétention, au profit d'associations à ses ordres, respectant « confidentialité » et « neutralité », chargées de mettre ses textes en musique et de préparer les étrangers au retour. Rogner sur les maigres moyens de défense des immigrés, tarir les audiences et les recours devant les magistrats, contrôler sans partage les conditions d'enfermement pour seul délit d'identité nationale, voilà le pendant de « l'immigration choisie ».

Les attaques contre les travailleurs immigrés et ceux qui les défendent font partie intégrante de l'offensive du patronat contre les salaires, le niveau de vie et les conditions de travail de tous les travailleurs et entretiennent la xénophobie et le racisme.

Front unique ouvrier pour la régularisation de tous les sans-papiers !

Retrait des poursuites contre les immigrés et les militants !

Fermeture des centres de rétention !

Abrogation des lois Sarkozy-Hortefeux et de toutes les lois anti-immigrés de tous les gouvernements passés !

Liberté de circulation et d'établissement des travailleuses, des travailleurs, de leurs familles, des étudiants !

Mêmes droits, y compris politiques, pour tous les travailleurs !

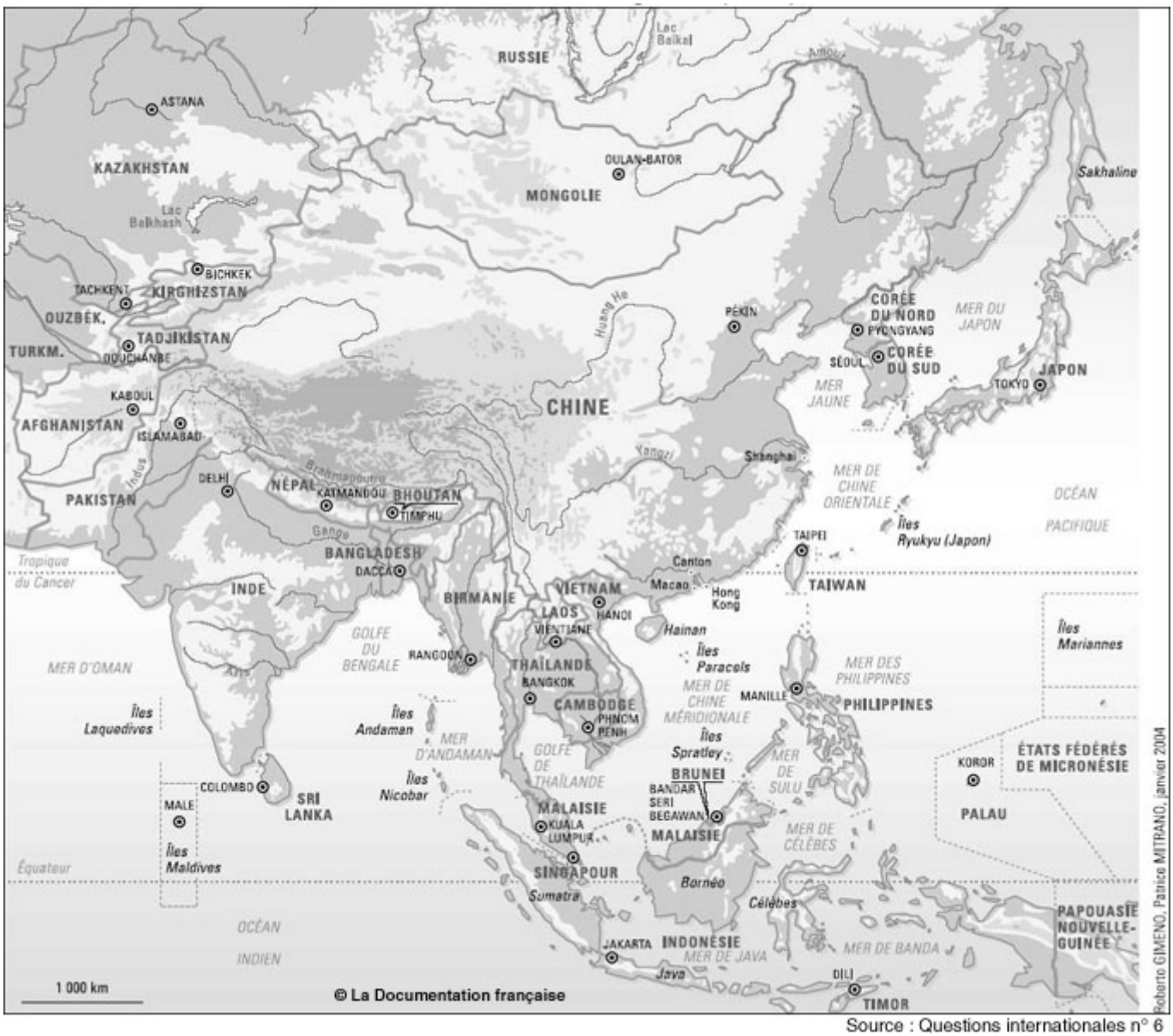
Après la restauration du capitalisme en Chine
Une classe ouvrière dépourvue de toute organisation face à la nouvelle bourgeoisie

Feu d'artifices pour la télé, lait contaminé pour les bébés

Le 8 août, les Jeux olympiques ont débuté à Pékin en présence de Bush, Fukuda, Sarkozy, Poutine, Lula da Silva… consacrant la réussite économique de la Chine et conférant une légitimité patriotique au président Hu Jintao, au premier ministre Wen Jiabao et au régime issu de la restauration du capitalisme.

Une telle réussite avait un revers : il a fallu aux autorités chasser de leur habitat des milliers de travailleurs pour les grandioses chantiers, quadriller le Xinjiang, réprimer la révolte de Lhassa, interdire toute protestation étrangère ou chinoise à Pékin même. Bien sûr, il y eut quelques bavures durant le spectacle lui-même, la captation du sport et singulièrement des JO par le capitalisme conduisant inévitablement au dopage.

Mais le plus gros scandale fut étouffé. Depuis mai, la direction de l'entreprise, et aussi les autorités, savaient que le lait en poudre Sanlu pouvait intoxiquer les bébés en générant des calculs rénaux. Durant plusieurs semaines, le lait contaminé à la mélamine continua à être vendu. 4 bébés sont morts, 13 000 ont été hospitalisés. En outre, les hôpitaux privatisés veulent faire payer les soins coûteux aux familles. Ce scandale s'ajoute à la révélation, lors du séisme qui avait frappé le Sichuan en mai, de la mauvaise qualité des bâtiments scolaires : 7 000 « écoles en tofu » se sont effondrées, tuant 10 000 élèves et enseignants.



Source : Questions internationales n° 6

Ces abominations ne se seraient pas produites avant la restauration du capitalisme. Ces fraudes sont typiques de l'émergence du capitalisme, quand l'État bourgeois n'a pas encore soumis les entreprises à des règles qui assurent le fonctionnement du capitalisme dans son ensemble. Engels l'avait relevé, au moment de la transformation capitaliste de la Grande-Bretagne :

> *Les négociants et les industriels dénaturent atrocement toutes sortes de produits, et sans la moindre considération pour la santé des consommateurs.* (Friedrich Engels, *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre,* 1845)

Comment la Chine supprima le capitalisme en 1950-1953

Après la défaite du Japon, en 1946, la dictature du parti nationaliste bourgeois, le Guomindang, se retourne ouvertement contre le Parti communiste chinois, avec l'aide des États-Unis. Pour résister aux armées nationalistes, pour avoir le soutien des paysans pauvres, le PCC et son Armée populaire de libération (APL) sont contraints de s'en prendre aux propriétaires fonciers. Les armées paysannes à direction stalinienne s'emparent une par une des grandes villes, tout en appelant les ouvriers et les employés à continuer le travail. En 1949, Mao proclame la « République populaire de Chine » (« populaire » voulant dire : avec la bourgeoisie nationale) et s'engage à respecter le capitalisme national.

Pourtant, toute l'Asie est ébranlée. Les États-Unis décrètent le blocus de la Chine. L'armée américaine, avec l'aide d'un contingent français, intervient en Corée au nom de l'ONU. Le nouveau régime chinois envoie l'APL, sous forme de « volontaires » chinois, l'affronter. Mais les capitalistes chinois et les débris du Guomindang, que Mao tentait de ménager et d'intégrer, sabotent la guerre. De 1950 à 1955, le PCC exproprie les propriétaires fonciers et les capitalistes. La plupart des propriétaires fonciers sont exécutés par les paysans pauvres. La plupart des capitalistes qui étaient restés après 1949 se réfugient à Hongkong ou à Taïwan. Pour autant, l'État chinois ne change pas de nom et reste la RPC.

L'impossibilité du socialisme dans un seul pays

La Chine ne devient pas à proprement parler socialiste, ce qui est impossible à l'échelle d'un seul pays, surtout arriéré, mais elle a jeté les premières bases du socialisme, elle constitue une formation sociale intermédiaire, un « État ouvrier ». L'industrie extractive, l'industrie manufacturière, l'industrie du bâtiment et des travaux publics, les transports des biens... sont désormais organisés à l'avance, suivant un plan autorisant un développement des forces productives de type non capitaliste. La Chine acquiert une base industrielle, éduque les enfants, émancipe les femmes, garantit l'emploi dans les campagnes et dans les villes.

Mais, en même temps, le PCC devient l'outil politique d'une bureaucratie privilégiée qui, sur le modèle de l'URSS, usurpe le pouvoir des producteurs, impose un régime policier, exécute ou emprisonne les trotskystes. Le PCC modèle ouvertement la Chine sur l'État ouvrier dégénéré issu de la contre-révolution stalinienne, avec l'aide de conseillers venus d'URSS. Comme son mentor, le régime prétend grotesquement avoir réalisé le socialisme, alors qu'il reste inférieur économiquement et culturellement aux centres capitalistes.

La transition au socialisme aurait nécessité la libre activité des prolétaires, l'élévation de leur niveau culturel, la formation la plus complète possible de leurs enfants, le contrôle des travailleurs des villes et des campagnes sur le plan. Or, de 1949 à 1992, la bureaucratie de la Cité interdite a oscillé entre, d'une part, les concessions aux mécanismes de marché et l'ouverture au capital étranger et, d'autre part, la tentation de l'autarcie et l'encadrement totalitaire de la population. Cela a conduit à des déchirements périodiques en son sein dont des moments marquants furent la mise à l'écart de Mao après l'échec du « grand bond en avant » en 1961 et le déclenchement de la « révolution culturelle » en 1966 par celui-ci.

La transition au socialisme aurait exigé l'extension de la révolution mondiale, que la bureaucratie en place a entravé par sa collaboration avec la bourgeoisie des pays capitalistes et sa contribution au maintien de l'ordre mondial. La bureaucratie chinoise, pour se concilier l'impérialisme américain, a fait capituler le Parti communiste indonésien devant la bourgeoisie nationale. Le boucher Suharto, avec l'aide de la CIA et des islamistes, a écrasé la classe ouvrière ainsi désarmée en 1965. Cette défaite a ouvert la voie à l'intervention américaine en Indochine. En 1972, à l'apogée de l'agression impérialiste contre le Vietnam, Mao Zedong et Zhou Enlai ont reçu Nixon à Pékin. En 1973, Mao et Zhou ont refusé de condamner le coup d'État de Pinochet au Chili.

De 1978 à 1988, la bureaucratie ouvre la Chine au capital étranger

Mao mort en 1976, la bureaucratie de la RPC mesure les limites de l'autarcie, de la collectivisation prématurée des campagnes et du plan imposé d'en

Mao accueille Nixon en plein bombardement du Vietnam, 29 février 1972

haut aux producteurs, d'autant que l'écart de croissance se creuse avec les Etats voisins qui intègrent la « mondialisation » capitaliste (Corée du sud, Taïwan, Hong Kong, Singapour…). Fin 1978, Deng Xiaoping prend le contrôle du PCC et introduit des éléments de marché dans l'économie collectivisée.

Le régime démantèle toutes les communes populaires dans les campagnes et ouvre quelques « zones économiques spéciales » aux entreprises étrangères (en particulier de Hong Kong et de Taïwan), dans le sud-est du pays.

> *Deng a souligné le rôle capital que joueraient les investissements de la diaspora chinoise dans la réalisation des « quatre modernisations ». Sans l'aide de cette dernière, avait dit Deng, la RPC ne pourrait jamais réaliser pleinement son potentiel économique. À cet égard, Hong Kong, Taïwan et toute la zone économique du delta du fleuve des Perles sont devenus les moteurs de la croissance de la Chine.* (Holly Porteous, *La Stratégie du front uni de Beijing à Hong Kong,* 1998, Service canadien du renseignement de sécurité)

Beaucoup de ces mesures s'apparentent à la « nouvelle politique économique » préconisée par Lénine en 1921. Il y a une différence de taille : la NEP était risquée, mais le pouvoir restait détenu en URSS par la classe ouvrière, par l'intermédiaire de son avant-garde, un parti internationaliste. La RPC n'a jamais connu de soviets, le pouvoir en Chine en 1978 est celui d'une bureaucratie nationaliste qui sert de courroie de transmission à la bourgeoisie mondiale.

> *Les réformes lancées en 1978 ne procèdent pas d'un schéma d'ensemble, au départ elles ont seulement l'ambition de stimuler la production et la productivité. Mais, entraînées par leurs succès, elles se propagent progressivement…* (Françoise Lemoine, *L'Économie de la Chine,* La Découverte, 2006, p. 17)

En 1984, l'État crée un double système de prix, supprime la planification impérative, accorde l'autonomie aux entreprises, assouplit le commerce extérieur…

En 1989, la bureaucratie écrase la révolte de la jeunesse et de la classe ouvrière

Le mécontentement des masses devant la corruption et l'inflation, les risques grandissants de restauration capitaliste se réfractent dans la bureaucratie, sous forme d'une lutte au sein du PCC. Zhao Ziyang est écarté en 1988 au profit de Li Peng qui gèle les réformes et rétablit le contrôle des prix.

Mais l'irruption des masses sur la scène publique, d'abord étudiantes puis ouvrières, va déchaîner en 1989 la panique de la bureaucratie. Deng va faire réprimer de manière sanglante par l'APL les étudiants et surtout les ouvriers qui avaient protégé les étudiants et osé constituer leurs propres organisations.

La marche au socialisme n'aurait pu avoir lieu que par la révolution politique, c'est-à-dire le renversement de la caste des nouveaux mandarins et de ses forces répressives, l'instauration de la démocratie soviétique, la défense de l'État ouvrier par la préparation de la révolution mondiale, en particulier par l'extension de la révolution politique en URSS et de la révolution sociale en Asie. Or, toute tentative par les masses de diriger leurs affaires s'est heurtée à la répression de l'APL et du PCC, lors de la chute de Jiang Jieshi (1949), des « Cent fleurs » (1957), de la Commune de Shanghai (1967) et du soulèvement de Tiananmen (1989).

En 1991, le PCC décide la restauration du capitalisme

En novembre 1991, l'appareil s'oriente consciemment vers le capitalisme. La fraction de la bureaucratie qui tente de préserver le plan et son pouvoir économique est marginalisée :

> *Le parti communiste change de l'intérieur, se transformant d'une force politique nettement et implacablement anticapitaliste en une force, furtivement mais toujours plus ouvertement, pro-capitaliste. Il y a interpénétration entre le parti communiste, le pouvoir de l'État au niveau central et surtout local, et la couche supérieure des milieux d'affaires du secteur privé. Une couche de cadres, devenus bourgeois et capitalistes, est en train d'émerger. Il est courant pour un fonctionnaire du parti de monter une affaire tout en conservant son poste dans le parti. Là où ce n'est pas le cas, une femme, un frère, une sœur ou un enfant peuvent le faire à sa place, si bien que les pouvoirs politique et commercial restent littéralement « dans la famille ».* (Janos Kornai, « Du socialisme au capitalisme » in *Capitalisme et socialisme en perspective,* La Découverte, 1999, p. 333)

Comme en Russie, 1991-1992 marque le début d'une contre-révolution sociale. Le pouvoir d'Etat a désormais pour rôle de supprimer la résistance des ouvriers, de faire émerger une classe bourgeoise et de consolider les rapports d'exploitation. Son idéologie est plus que jamais le nationalisme, voire le confucianisme, sans plus s'encombrer de prétentions égalitaires. Deng va exprimer les aspirations de la classe capitaliste en gestation à restaurer le capitalisme et à constituer la Chine en puissance mondiale :

> *En janvier 1992, Deng Xiaoping, lors d'un déplacement en Chine du Sud, donne le coup d"envoi officiel à la relance des réformes et, à l'automne, le 14e congrès du Parti leur assigne un nouveau but : « l'économie sociale de marché ».* (Françoise Lemoine, *L'Économie de la Chine,* La Découverte, 2006, p. 19)

En novembre 1993, le régime reconnaît la diversité des formes de propriété et permet la création de SARL et de SA. En 1994, il réforme le système bancaire, la fiscalité, le change. En 1997, l'Etat se désengage de la plus grande partie de l'industrie. En 1997, l'enclave capitaliste Hong Kong est intégrée à la RPC sans problème ; en 1999, c'est le tour de Macao. En 1999, le régime reconnaît officiellement

le rôle des entreprises privées. En décembre 2001, la Chine rentre à l'OMC. Le 16e congrès du PCC ouvre officiellement en 2002 le parti aux « entrepreneurs ». En 2004, la propriété privée est déclarée inviolable. À partir de 2002, les groupes étrangers peuvent investir dans les banques et les assurances. L'interdiction faite aux entreprises privées d'intervenir dans certains secteurs (infrastructures, services publics, services financiers) est levée en 2005. Comme le constate un journal de Hong Kong :

> *Avec les réformes économiques des 20 dernières années en Chine, on peut dire qu'il n'y a qu'un système, celui du capitalisme et de la globalisation.* (*South Morning Post,* 1er juillet 2007)

La suppression du « bol de riz en fer »

Les travailleurs des villes sont maintenant majoritairement des salariés du secteur privé qui produisait déjà 63 % du PIB chinois en 2004. Le secteur industriel d'État garantissait « le bol de riz en fer » : emplois, logements, garde des enfants, pensions de retraites. La garantie de l'emploi et la protection sociale ont été sacrifiées sur l'autel du profit :

> *C'est à partir de 1994 que le rythme des restructurations et des faillites s'est accéléré. En 1997, le nombre des licenciés s'élève à 6 millions, l'année suivante à 7 millions, l'année d'après à 8 millions… On estime qu'au total 68 millions de personnes auraient ainsi été privées d'emploi et de salaire entre 1995 et 2004.* (Marie-Claire Bergère, *Capitalismes et capitalistes en Chine*, Perrin, 2008, pp. 250-251)

Le processus de privatisation se poursuit, n'épargnant que quelques secteurs considérés comme stratégiques (armement, électricité, pétrochimie, aviation…), dont les entreprises sont aussi restructurées :

> *Le nombre d'entreprises appartenant entièrement à l'État devrait continuer à décliner de 161 à la fin de cette année jusqu'à 80 à 100 d'ici 2010. Après cela, le gouvernement espère que 30 à 50 conglomérats internationalement compétitifs émergeront. Les entreprises d'État qui n'ont aucun espoir de réaliser des profits « sortiront du marché » d'ici 2008.* (*The Economist,* 10 mars 2007)

De même, à la campagne, les « communes populaires » garantissaient l'emploi, l'école et les soins. Ces acquis sociaux ont disparu.

Aujourd'hui, le revenu paysan moyen représente le tiers de celui versé aux ouvriers —pourtant mal payés— dans les usines de la côte. Les plus pauvres sont contraints de leur louer la terre, les équipements des plus riches ou de leur vendre leur force de travail. L'alternative est l'exode rural vers l'est et vers les grandes villes, qui fournit 15 millions d'ouvriers et d'employés nouveaux chaque année. Au total, il y aurait plus de 200 millions de migrants intérieurs (les *mingong*), dont la précarité pèse sur la valeur de la force de travail de toute la classe ouvrière, vu qu'ils n'ont aucun droit en dehors de leur région d'origine, ni allocation chômage, ni soins, ni revenu minimum, ni scolarisation de leurs enfants.

Des paysans deviennent ouvriers à la fin des années 1990, photo Shang Xinmin

Les ouvriers et ouvrières chinois travaillent 10 à 14 heures par jour, souvent 7 jours sur 7. Le salaire ouvrier est de 80 à 120 euros par mois. La protection sociale est réduite :

> *Seuls 14 % des salariés chinois ont une assurance-chômage d'entreprise et seulement 11 % une assurance du système public, datant des années Mao. En 2005, seuls 17 % cotisaient pour la retraite du système public. La pension versée aux retraités est faible et la même pour tous : 20 % du salaire moyen local, quel que soit le salaire du bénéficiaire quand il était actif.* (*Le Monde*, 26 novembre 2006)

L'inflation en 2007 a été de 7,7 %, en particulier le prix des aliments de base a augmenté de 18 %, alors que l'alimentation correspond à 33 % des dépenses de consommation des familles chinoises.

Les licenciements de masse des entreprises publiques, l'exode rural, les aléas de la production marchande ont engendré une « armée de réserve » de 8,25 millions de chômeurs urbains d'après des chiffres officiels, soit 4 % de la population active. Il est probable que ces nombres soient sous-estimés.

La marchandisation de la force de travail, le rétablissement d'un marché du travail et de son corollaire, le chômage, sont des traits caractéristiques du mode de production capitaliste. À l'autre pôle de la société, les capitalistes accumulent la richesse sur la base de l'exploitation des travailleurs salariés.

L'affirmation de la classe des capitalistes

Une nouvelle bourgeoisie chinoise, composée d'actionnaires, de dirigeants d'entreprises et de propriétaires terriens se reconstitue, à partir de l'acca-

parement des entreprises collectives par les anciens bureaucrates ou leurs enfants, de l'intégration de Hong Kong, du retour des capitalistes han « d'outre-mer » et des activités illicites et lucratives de la mafia (les « triades ») qui se sont développées, en Chine comme ailleurs, dans le sillage de la restauration du capitalisme.

Comme dans tous les pays capitalistes, l'activité bancaire s'est développée, avec à sa tête des « managers » qui rejoignent la nouvelle bourgeoisie :

> *Chaque grande banque d'affaires compte désormais des managers d'origine chinoise dont les salaires peuvent approcher les 10 millions de dollars par an. Si les ouvriers des usines qui travaillent pour le marché mondial voient leur salaire décroître en termes réels depuis environ une décennie, les revenus de ces nouveaux dirigeants s'envolent.* (*Questions Internationales* n° 32, juillet 2008)

La restauration du capitalisme de la fin du 20e siècle s'est partout accompagnée de la réapparition de bourses de valeurs mobilières. Comme la Russie, la Chine en héberge deux, mais de plus grande taille : une qui existe de longue date, grâce à la rétrocession de Hong Kong, une plus récente à Shanghai, la capitale économique du pays. Fin décembre 2007, la Bourse de Shanghai occupait le 2e rang mondial en termes de capitalisation, assez loin derrière New York (15 650 milliards de dollars) mais devant Tokyo (4 330 milliards). La Bourse de Hong Kong sert à la privatisation des entreprises industrielles rentables du continent et des banques, si bien que la moitié de la capitalisation boursière de Hong Kong concerne désormais les groupes capitalistes chinois continentaux.

Usine à Shenzen en 2004, photo Micahel Wolf – Laif - Réa

Désormais, 10 % de la population s'approprie 45 % des richesses. L'indice Gini qui estime le degré d'inégalité sociale (il est compris entre 0 et 1) est passé de 0,25 en 1980 à 0,47 en 2006 (celui de la France est de 0,36, celui des États-Unis de 0,45). En 2007, la Chine comptait au moins 66 milliardaires en dollars et elle était au 5e rang mondial du nombre de millionnaires en dollars (après les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, mais devant la France et la Grande-Bretagne).

Parmi eux, un ancien « garde rouge » devenu cadre de la principale entreprise publique de construction de Pékin, qui s'est reconverti en 1991 en promoteur immobilier :

> *Zhang Yuchen, promoteur immobilier qui a fait fortune en bâtissant des lotissements aux alentours de Pékin a récemment défrayé la chronique en faisant construire, à une heure de la capitale, une réplique du château de Maisons-Laffitte, baptisé Zhang-Laffitte, assortie d'une fabuleuse cave à vin de 2 000 bouteilles de « grands crus » français.* (*Le Monde*, 27 octobre 2006)

Pour l'instant, la plus grande partie de cette nouvelle bourgeoisie s'accommode du parti unique, malgré son appellation déplaisante héritée du passé.

Le PCC, garant de l'ordre capitaliste

Le PCC a longtemps été la couverture politique de la bureaucratie stalinienne han. Habitué à diriger, à réprimer les masses et à opprimer les minorités nationales, le parti unique est devenu un instrument de la nouvelle bourgeoisie chinoise.

Son organisation de jeunesse passe même des accords pour cela avec des entreprises américaines comme Ogilvy & Mather :

> *Ogilvy a formé plus de 3 500 membres de la Ligue de la jeunesse communiste à la vente et au management.* (*The Wall Street Journal*, 25 janvier 2005)

Non content de comporter de nombreux membres qui ont pillé les entreprises collectives, le PCC recrute des patrons qui n'en étaient pas membres. Il comptait dans ses rangs 75 000 « entrepreneurs » à l'ouverture du dernier congrès du Parti « communiste ».

> *Un tiers des 100 personnalités les plus riches du pays sont membres du Parti communiste chinois… (Questions Internationales* n° 32, juillet 2008)

Dans son discours au congrès, Hu Jintao a tendu la main à Taïwan armé par les pays impérialistes, la France notamment. Le PCC avait déjà rencontré en 2005 le Guomindang ; après le congrès, en 2008, les deux partis se retrouvèrent à nouveau.

De la période maoïste, le PCC a hérité du contrôle de la seule confédération syndicale autorisée sur le continent. Elle s'efforce de ne pas perturber l'accumulation du capital :

> *Nous n'encourageons jamais à cesser le travail, celui nuit à la stabilité sociale.* (Liu Weixin, *Liaisons Sociales* n° 83, juin 2007)

Le parti unique tente, face aux multiples révoltes sociales et à la tendance à la dislocation du pays, de maintenir la cohésion nationale en complétant l'appareil de répression (police en uniforme, polices auxiliaires, police secrète, armée, prisons...) de premières concessions aux salariés et, surtout, de l'idéologie nationaliste.

Reste que son monopole entrave l'expression des intérêts des différentes fractions de la classe dominante et prive l'État bourgeois de la soupape de la démocratie bourgeoise, face aux classes exploitées ou semi-exploitées.

Face à la récession capitaliste mondiale

Le taux de profit du capitalisme mondial avait été redressé par les reculs des classes ouvrières des pays capitalistes avancés, par la restauration du capitalisme dans les pays à économie planifiée, à l'exception de la Corée du Nord et Cuba (qui commencent à s'engager dans la « voie chinoise »). Si la Russie a échoué à s'insérer véritablement dans la division internationale du travail, la Chine semble avoir réussi, au point que nombre d'idéologues occidentaux superficiels ont prédit sa suprématie mondiale et que les puissances impérialistes, au premier chef les États-Unis, ont commencé des manœuvres pour limiter, sur tous les plans, son expansion.

Troisième exportateur mondial derrière l'Allemagne et les Etats-Unis, quatrième État de la planète par son produit intérieur brut (PIB) en 2006, la Chine est devenue « l'atelier du monde » qui crée à elle toute seule 6 % de la production industrielle mondiale. C'est en grande partie le résultat d'une entrée ininterrompue de capitaux des pays capitalistes d'Asie, d'Amérique du nord et d'Europe de l'ouest, à hauteur de 70 milliards de dollars par an en moyenne d'IDE. Ces investissements sont parfois productifs, mais une partie est simplement financière :

> *Les deux tiers des 500 plus grandes entreprises du pays sont à capitaux étrangers et 50 % des investissements étrangers ne créent pas d'emplois mais consistent en de simples fusions-acquisitions.* (Hsi Hsuan-Wou et Charles Reeves, *China Blues,* Gallimard, 2008, p. 68)

Les excédents commerciaux ont été en grande partie recyclés sous forme d'achat de titres américains, ce qui revient à un prêt de la Chine aux États-Unis pour financer leur déficit des échanges et leur déficit budgétaire. Mais l'effondrement financier américain, s'il ouvre l'opportunité d'acheter des banques de ce pays, déprécie ces avoirs.

Les salaires ont augmenté, ce qui réduit l'avantage comparatif de la Chine, d'autant que le yuan tend à s'apprécier par rapport au dollar américain, mais aussi à l'euro. Les exportations de marchandises pâtissent de la récession américaine alors que les importations augmentent (la Chine est aussi le 3e importateur du monde). Pour la première fois, la production industrielle décélère en juillet 2008, montrant que le ralentissement de la demande mondiale touche les exportations chinoises.

> *La Fédération des industries de Hong Kong estime que 10 % des 60 000 à 70 000 entreprises hongkongaises établies dans le delta de la rivière des Perles* (région de Canton qui compte la zone économique spéciale de Shenzhen et ses 15 millions d'habitants, NB) *seront contraintes de cesser leurs activités en Chine en 2008. Trop souvent confinée dans la production de produits à faible intensité technologique, la Chine reste à la merci de la concurrence des pays à bas coût de main d'œuvre.* (*Questions Internationales* n° 32, juillet 2008)

L'indice de la Bourse de Shanghai qui avait augmenté de 300 % en deux ans vient de perdre plus de 50 % depuis le début l'année. À la surproduction industrielle et à la crise boursière, s'ajoute l'éclatement de la bulle immobilière avec des dizaines de millions de mètres carrés inoccupés (rien qu'à Pékin, 700 000 logements seraient vides).

Plus d'un économiste a affirmé que les pays émergents d'Amérique et d'Asie garantiraient la poursuite de la croissance mondiale, malgré les difficultés des vieux pays industriels. Cet optimisme risque d'être démenti et les rêves des dirigeants chinois pourraient être également douchés.

> *Oubliant ses 11,9 % de 2007, la croissance fondait à 10,6 % au 1er trimestre, de 10,1 % au 2e : l'Etat espère la maintenir à 9 % pour l'année. Le 16 septembre, pour calmer les peurs d'une bourse effondrée des 2/3 depuis janvier (1 980 milliards de dollars de transactions le 14 septembre, repassée 4e mondiale derrière Paris), Pékin annonce la 1e coupe des taux d'intérêt en 6 ans, de 0,27 % (à 7,20 %), et celle de 1 % des réserves de la plupart des banques, à 16,5 % de leurs actifs. Puis le 18, elle annonce l'abolition de la taxe de 0,1 % sur les achats d'actions : tentative (pour l'instant vaine) d'enrayer l'hémorragie, et de rasséréner 100 millions de petits agioteurs ayant tout perdu... Pour bientôt, Pékin peaufine un plan de sauvetage, comparable à celui du Japon : 40 milliards d'euros, en dépenses publiques, baisses d'impôt, crédit aux PME.* (*Le Vent de la Chine* n° 31, 22 septembre 2008)

La crise financière née aux États-Unis, la récession économique au Japon et en Europe exacerberont inévitablement les contradictions du capitalisme chinois profondément intégré à l'économie mondiale. Comme les autres, la classe ouvrière de la RPC pourrait en faire les frais, à moins qu'elle s'engage dans la voie de la révolution prolétarienne.

Pour la révolution sociale du premier prolétariat du monde contre la nouvelle bourgeoisie

D'après le rapport 2006 de la Confédération syndicale internationale, le nombre de grèves pour des

raisons salariales serait passé de 1 482 en 1994 à 11 000 en 2003. Une statistique officielle dénombrait plus de 87 000 *« troubles sociaux de masse »* en 2005. En voici un exemple récent :

> *Plus d'un millier de travailleurs migrants ont attaqué récemment, et trois jours durant, le poste de police de Kanmen, une ville d'un comté de la province du Zhejiang, située au sud de Shanghai… La victime, Zhang Zhongfu, protestait contre le refus de lui attribuer un permis de résident. L'incident a d'abord provoqué une manifestation d'une centaine de personnes autour du commissariat. Les policiers ne voulant rien entendre aux doléances des ouvriers protestant contre le passage à tabac de leur camarade, l'affaire a tourné à l'émeute.* (*Le Monde,* 16 juillet 2008)

La classe ouvrière la plus nombreuse du monde doit unir ses rangs (entre toutes les provinces, entre mingongs et salariés à emploi plus stable…). Elle doit prendre la tête de tous les exploités et opprimés contre l'inflation et le chômage, contre les tarifs des universités et des hôpitaux, contre la pollution et les aliments frelatés, contre les expropriations des pauvres des villes et des campagnes, contre la répression policière, contre l'infanticide des filles et les mariages forcés, pour les libertés démocratiques, incluant le droit à l'autodétermination des Tibétains et des Ouïgours.

Elle ne peut le faire que par l'organisation, ce que redoute par-dessus tout le parti unique devenu l'instrument du capitalisme. En édifiant des syndicats indépendants, en regroupant ses éléments les plus conscients dans un parti révolutionnaire, le prolétariat aura la capacité de libérer le pays du régime autoritaire, d'imposer son contrôle sur les entreprises, d'établir un gouvernement ouvrier et paysan, de mettre fin à l'usure et à l'exploitation dans les campagnes, de supprimer l'exploitation de la majorité par la minorité bourgeoise et le capital étranger, d'émanciper les femmes, de liquider le grand banditisme, de donner un avenir et un idéal à toute la jeunesse.

La révolution prolétarienne en Chine sera un coup important au système capitaliste mondial et un pas décisif vers l'établissement des États unis socialistes d'Asie de l'est.

27 septembre 2008

Brochures

Lénine, L'État et la révolution, 1917, Cahier Bolchevik n° 20, 1 euro

Marx & Engels, Manifeste du parti communiste, 1848, Cahier Bolchevik n° 19, 1 euro

Rous, Espagne 1936-1939, 1939, Cahier Bolchevik n° 18, 1 euro

OCI, Hongrie 1956, 1966, Cahier Bolchevik n° 17, 1 euro

Trotsky & Naville, Programme d'action, 1934, Cahier Bolchevik n° 16, 1 euro

Trotsky, La France à un tournant, 1936, Cahier Bolchevik n° 15, 1 euro

Trotsky, Encore une fois, où va la France ? 1935, Cahier Bolchevik n° 14, 1 euro

Trotsky, Où va la France ? 1934, Cahier Bolchevik n° 13, 1 euro

Manifeste pour les États-Unis socialistes d'Europe, 2005, Cahier Bolchevik n° 12, 1 euro (disponible aussi en turc, en anglais, en espagnol et en allemand)

Just, Pour les États-Unis socialistes d'Europe, contre la CEE, non au traité de Maastricht, 1992, Cahier Bolchevik n° 11, 1 euro

La République et le foulard, 2003, Cahier Bolchevik n° 10, 1 euro

Marx, Salaire, prix et profit, 1865, Cahier Bolchevik n° 9, 1 euro

Révolutions et contre-révolutions en Chine, 2002, Cahier Bolchevik n° 8, 1 euro

Trotsky, La Guerre et la révolution prolétarienne mondiale, 1940, Cahier Bolchevik n° 7, 1 euro

Just, Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI, 1984, Cahier Bolchevik n° 6, 1 euro

Trotsky, Les Leçons d'Octobre, 1924, Cahier Bolchevik n° 5, 1 euro

Lénine, Le Socialisme et la guerre, 1915, Cahier Bolchevik n° 4, 1 euro

Trotsky, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4e Internationale, 1938 , Cahier Bolchevik n° 3, 1 euro

Just, Le Mouvement de novembre-décembre 1995, 1996, Cahier Bolchevik n° 2, 1 euro

Pour la révolution socialiste sous le drapeau de Marx, Engels, Lénine et Trotsky, 2002, Cahier Bolchevik n° 1, 1 euro (disponible aussi en espagnol)

Discussion du Groupe bolchevik avec le groupe CRI pour une fraction commune dans les syndicats, 2005-2006, Bulletin Bolchevik n° 3, 0,50 euro

Discussion du Groupe bolchevik avec le groupe CRI pour un regroupement international, 2004, Bulletin Bolchevik n° 2, 0,50 euro

Discussion du Groupe bolchevik avec la FTQI France (liée au PTS argentin), 2003, Bulletin Bolchevik n° 1, 0,50 euro

Rajouter 1 euro par brochure pour frais de port

Tibet
Pour la révolution socialiste de toute la Chine, droit à l'autodétermination des Tibétains !

Une explosion de violence soutenue par l'impérialisme américain

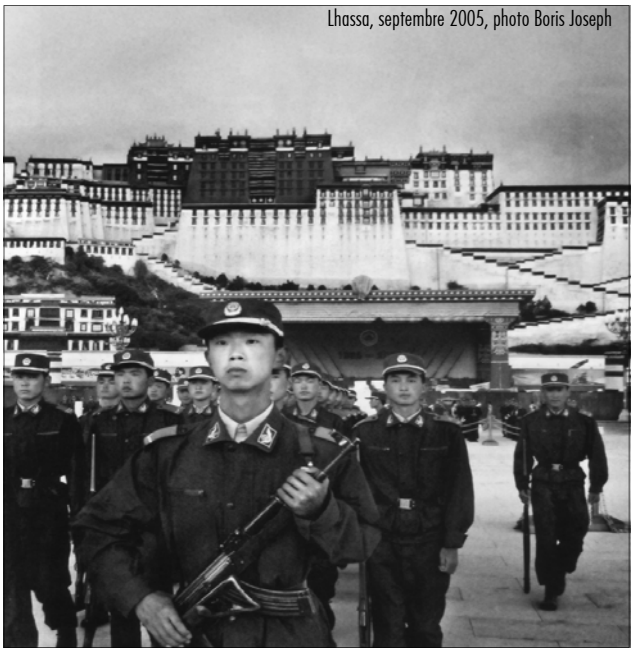
Le 10 mars dernier, une marche en soutien au nationalisme tibétain partait d'Inde en direction du Tibet, encouragée notamment par de nombreuses manifestations de soutien devant les ambassades chinoises en Inde et au Népal. Quelques jours plus tard, le 14, un soulèvement touchait Lhassa, ville-préfecture de la « région autonome chinoise du Tibet ».

> *De jeunes Tibétains déchaînés ont caillassé et battu des Chinois* [non-Tibétains] *et ont mis le feu à des boutiques avant que l'armée ne restaure le calme à Lhassa, la capitale du Tibet, ont raconté des touristes… Le gouvernement tibétain en exil a affirmé aujourd'hui que le bilan « confirmé » du nombre de victimes des récentes violences au Tibet s'élevait à 99 morts. Pékin a assuré de son côté que « 13 civils innocents » avaient été tués et a affirmé ne pas avoir tiré de coup de feu pour mettre fin aux émeutes.* (*AFP*, 18 mars 2008)

Ce jour-là, la quasi-totalité des morts et blessés étaient des Hans et des Huis, principalement musulmans. Des personnes ont été brûlées vives, d'autres battues à mort ou lapidées, et les émeutes ont atteint des provinces frontalières de la Chine où résident des communautés tibétaines (Qinghai, Gansu, Sichuan, qui appartiennent au « grand Tibet » ou « Tibet historique », qui correspond au Tibet du 9e siècle et couvre le tiers de la Chine).

Il semble que ces événements étaient prévus depuis longtemps. En juin 2007, une conférence était organisée à New Delhi par l'association Amis du Tibet avec pour objectif la séparation du Tibet. En novembre 2007, la sous-secrétaire d'État américaine Paula Dobriansky, déjà impliquée dans les révolutions « colorées » en ex-URSS, rendait visite à Lhamo Dondump, le « dalaï lama ». Il est censé être la 14e réincarnation d'un être éclairé (un « bodhisattva »). À ce titre, il est à la fois la tête d'une des hiérarchies bouddhistes du Tibet et le chef du prétendu gouvernement tibétain en exil. En janvier 2008, plusieurs organisations pro-tibétaines, dont le Mouvement pour le soulèvement du peuple tibétain qui regroupe les principales fractions du gouvernement tibétain en exil (Nouveau parti démocratique et Congrès de la jeunesse tibétaine…), lançaient un appel au soulèvement le 10 mars :

> *Aujourd'hui, dans l'esprit du soulèvement de 1959 et en mémoire de tous les courageux Tibétains qui ont sacrifié leur vie pour l'indépendance du Tibet et tous ceux qui continuent de résister à la brutale occupation chinoise, nous lançons un mouvement unifié pour en finir avec la domination de la Chine au Tibet.* (Tsewang Rigzin, président du Congrès de la jeunesse tibétaine, 4 janvier 2008)


Lhassa, septembre 2005, photo Boris Joseph

Le 10 mars 1959 fait référence au soulèvement à la suite duquel le dalaï lama fut exilé en Inde. Au moment où cet appel fut lancé, l'ambassadeur américain en Inde David Mulford rencontrait le dalaï lama.

Le président du Tibet Qiangba Puncog, aux ordres du gouvernement central, a justifié la répression en expliquant que *« les émeutes du 14 mars ont été préméditées et organisées par la clique dalaï »* (Agence de presse Xinhua, 24 mars). En réponse, le dalaï lama Lhamo Dondump a déclaré que *« les événements au Tibet échappent à son contrôle »* (*Le Courrier de Genève*, 27 mars 2008), avant de recevoir Nancy Pelosa, présidente du Congrès américain, pour une visite officielle.

Les journalistes étrangers ont immédiatement été expulsés du Tibet et les touristes étrangers interdits. Les media chinois, strictement sous contrôle du régime, ont montré des images choisies des émeutes, (attribuées comme en 1989 à des « lumpen » et des « houligans ») mais pas la répression qui a suivi. Pourtant, il est établi que des milliers de policiers et de soldats, avec des dizaines de véhicules blindés, sont entrés dans Lhassa pour rétablir l'ordre. 1 000 Tibétains auraient été arrêtés.

Une région longtemps isolée et arriérée

La Chine se compose de 56 nationalités, dont les Hans constituent la grande majorité (92 % de la population de toute la Chine, d'après le dernier recensement en 2000). Parmi les 55 autres, soit plus de 100 millions de personnes, on trouve les Zhuangs (16 millions), les Mandchous (10,7 millions), les Miaos (9 millions), les Ouïghours (8,3 millions), les Tujues (8 millions), les Yis (7,7 millions), les Mongols (5,8 millions), les Tibétains (5,4 millions)…

Historiquement, le Tibet a été rattaché à la Chine au 13e siècle lorsqu'il fut conquis par l'empire Mongol. Lorsque la Chine a repris le contrôle sur son empire au 14e siècle, le Tibet est resté annexé à la Chine. Au 18e siècle, les Mandchous se sont emparés de la Chine et l'ont divisée en 18 provinces parmi lesquelles le Tibet. Ce dernier fut longtemps l'objet d'une rivalité entre la Grande-Bretagne et la Russie. À la fin du 19e siècle, l'empire britannique s'en est emparé et y a installé ses comptoirs de commerce. Après un accord entre la Chine et la Grande-Bretagne à la conférence de Simla en 1913 après la première Révolution chinoise, le Tibet est placé sous l'autorité du gouvernement chinois, ce que reconnurent ultérieurement les puissances impérialistes via l'ONU.

D'après la Constitution chinoise de 1931, rédigée après la 2e révolution chinoise :

> *Tous les Mongols, Tibétains, Miaos, Yaos, Coréens et les autres vivant sur le territoire de la Chine devraient jouir de pleins droits à l'autodétermination, c'est-à-dire ils peuvent soit joindre l'Union des Soviets chinois soit se séparer d'elle et former leur propre État.* (in Richard Poulain, *La politique des nationalités de la République populaire de Chine de Mao Zedong à Hua Guofeng*, 1984)

Avant la 3e Révolution chinoise en 1949, le Tibet était une région relativement arriérée. Avant 1959, une vaste majorité de la population vivait dans des conditions proches de l'esclavage, au profit d'une aristocratie répressive.

> *38 % des ménages n'avaient jamais eu de thé… 51 % n'avaient pas les moyens de s'offrir du beurre, et 75 % étaient parfois forcés de se nourrir avec de l'herbe cuisinée avec des os de vaches…* (Tom Grunfeld, *The Making of Modern Tibet,* 1996)

En 1959, la mortalité infantile était encore de 430 ‰ (elle est tombée à 24,5 ‰ en 2002), l'espérance vie de 35 ans et demi (elle était de 65 ans en 1998) et seuls 2 % des enfants étaient scolarisés (85,8 % l'étaient en 2000). Le premier hôpital moderne a été inauguré à Lhassa en 1997.

L'enseignement laïque au Tibet n'a été mis en œuvre que dans les années 1960 sous l'impulsion du gouvernement central, brisant le monopole des monastères. Les premiers universitaires ou ingénieurs tibétains n'ont commencé à travailler que dans les années 1980, en retard sur le reste du pays, ce qui explique pourquoi les postes plus qualifiés sont souvent occupés par des non-Tibétains.

Aujourd'hui, le Tibet connaît une explosion économique, du fait d'investissements centraux massifs, dont l'exemple typique est le premier train de passagers mis en circulation en 2006.

Il y a aujourd'hui 200 000 Chinois [non-Tibétains] *pour 100 000 autochtones dans la capitale tibétaine. Les investissements privés, chinois ou internationaux, auraient fait un bond de 30 %. Le coût des transports, humains ou fret, a baissé et le tourisme (60 % du PIB tibétain) a explosé…* (*Libération*, 19 mars 2008)

D'après le recensement chinois de 2000, 87 % des Tibétains vivent en zone rurale, et les Chinois non-Tibétains sont concen-

CHINE - Les zones de peuplement majoritaire (2003)

Source : Questions internationales n° 6

trés en zones urbaines. Du coup, les fruits de cette croissance profitent surtout aux Hans.

> *Tout l'argent qui afflue dans la zone arrive par l'intermédiaire des sociétés chinoises, tout est contrôlé par des gens de l'extérieur, dans ce contexte vous avez une croissance rapide mais la population locale en est privée... Sur les dix à quinze dernières années, cette stratégie économique a produit une inégalité croissante rapide, beaucoup plus forte que dans le reste de la Chine.* (Andrew Fisher, *State Growth and Social Exclusion in Tibet*, 2005).

Un régime féodal réactionnaire opposé au mythe hollywoodien

Le Tibet d'avant la révolution chinoise est souvent présenté comme un mythe, à l'image d'un paradis terrestre fondé sur la paix et l'harmonie, ce qui n'est pas sans rappeler les images idéalisées de l'Europe féodale présentées par des catholiques conservateurs pour qui le Moyen-âge était peuplé de paysans heureux attachés à l'Église et protégés par leurs seigneurs.

La société tibétaine se compose jusqu'au milieu du 20e siècle de deux classes principales : d'une part l'ancienne classe des propriétaires terriens, composée de moines (lamas), d'autre part le reste de la population, principalement des paysans. La première est surtout une aristocratie parasitaire :

> *Bon nombre de richesses ont appartenu aux monastères et la plupart d'entre eux ont accumulé d'immenses richesses... De plus, certains moines et lamas ont pu individuellement accumuler une grande richesse par la participation active dans le commerce et le prêt d'argent.* (Pradyumana P. Karan, *The Changing Face of Tibet,* 1976)

Le Tibet portait les traits d'une monarchie absolue dirigée par le dalaï lama. Celui-ci, créé au 13e siècle, jouait le rôle d'un pape dirigeant tout le Tibet. L'idéologie théocratique, qui s'appuie sur le bouddhisme, jouant son rôle d'*« opium »* à force de superstitions et de rites religieux, assimilait la résistance à du satanisme et justifiait l'oppression de classe par la supériorité des seigneurs, représentés comme méritant leur richesse, et par l'infériorité des paysans, représentés comme méritant leur misère.

> *Les démons, dont les images dans les temples bouddhistes sont entourées de squelettes humains, peuplent non seulement la terre mais les 18 enfers où sont punis les pêcheurs. Les mauvaises actions, dont le manque de respect envers les moines et les nobles, étaient punies par l'État de l'énucléation de l'œil et la mutilation et, après la mort, de la torture, infligées par les démons dans un des enfers.* (Paul N. Siegel, *The Meek and the Militant,* 1986)

Ainsi les paysans étaient obligés de travailler la terre toute leur vie, d'entretenir le confort matériel des seigneurs. Ils étaient taxés sur le mariage, sur la naissance de chaque enfant, sur chaque décès dans leurs familles, sur la possession d'animaux, sur les festivals religieux... si bien qu'en plus du travail forcé, 50 à 70 % de leur production était prélevée par les moines. S'ils ne pouvaient pas payer, les monastères leur prêtaient de l'argent à taux d'intérêt usuraires (20 à 50 %), les dettes passant de génération en génération.

Ce système de servage, son obscurantisme et sa barbarie ont été supprimés dans les années 1950, grâce à la Révolution de 1949. Les multiples taxes féodales ont été supprimées, des grands travaux ont été engagés, des écoles, des hôpitaux, des routes ont été construits. L'eau courante et l'électricité ont également été installées à Lhassa.

La bureaucratie stalino-maoïste ne résout pas les questions nationales

Après la 3e révolution chinoise, le Traité de 1951 prévoyait l'autonomie du Tibet sous l'autorité du dalaï lama et sous contrôle, notamment militaire, du gouvernement central. La révolution chinoise de 1949-1953 a été contrôlée par le parti stalinien et les progrès consécutifs ont été limités par la dictature d'une bureaucratie han qui a réprimé les révolutionnaires et, au-delà, les intellectuels, les ouvriers et les ethnies minoritaires. Jusqu'en 1959, l'État chinois respecte la noblesse et les privilèges du clergé du Tibet. Le régime de Pékin tombe dans l'excès inverse en 1959 et en 1967.

Les zigzags de la bureaucratie ont touché particulièrement le Tibet lors du « Grand bond en avant », par la famine, et lors de la « révolution culturelle prolétarienne », par l'aveuglement bureaucratique. En 1967, les « gardes rouges », des Hans eux-mêmes adorateurs de Mao et du « petit livre rouge », envahirent les monastères et détruisirent nombre d'images bouddhistes et de textes sacrés. Ils répétèrent les erreurs pratiquées par les staliniens en 1928 en Russie, à l'opposé de l'attitude des bolcheviks au pouvoir :

> *La masse croyante est très sensible à toute blessure faite à ses sentiments religieux et l'inoculation violente de l'athéisme, jointe aux insultes et aux moqueries à l'égard des rites religieux et des objets de culte, ne fait pas avancer mais ralentit plutôt la lutte contre la religion.* (Nikolaï Boukharine et Evgueni Preobrajensky, *ABC du communisme*, 1919)

> *Il faut éviter d'offenser les sentiments des croyants, ce qui n'aboutit qu'au renforcement du fanatisme religieux. (Programme du Parti communiste (bolchevik)*, 1919)

Seuls le développement économique, l'instruction de la jeunesse, l'émancipation des femmes et la participation à la vie politique des Tibétains eux-mêmes peuvent éradiquer progressivement l'illusion religieuse ; seuls le pouvoir des travailleurs et la démocratie des conseils permettront d'assurer l'égalité des peuples et d'affaiblir l'emprise du clergé et du dalaï lama.

La caste au pouvoir de 1949 à 1991 n'a eu ni le souhait ni la capacité de résoudre positivement la question nationale tibétaine. Les trotskystes chinois, exécutés, emprisonnés ou exilés, en étaient, au contraire, soucieux :

> *Depuis que votre parti a pris le pouvoir en 1949, il a toujours eu à résoudre le problème des minorités nationales sur la base des principes de Lénine.*
>
> *Officiellement, le parti a établi des régions autonomes au Tibet et en Mongolie du Sud ; pour autant, en pratique, les minorités nationales restent gouvernées dans la tradition de la « grande race Han » et ne jouissent pas du droit d'autodétermination, sans parler de désigner leur propre gouvernement. Les vieux antagonismes persistent, sous la surface, et peuvent déclencher une nouvelle guerre civile…*
>
> *Pour unifier le pays, il est donc nécessaire d'accepter, dans les textes et dans les faits, le droit pour les minorités nationales de former leur gouvernement indépendant, au Tibet, en Mongolie et au Xinjiang. C'est la seule voie pour obtenir la collaboration sincère des minorités nationales, d'établir une Union des soviets de la Chine et ainsi d'aboutir à l'unification socialiste de la nation.*
>
> *La reconnaissance de l'auto-détermination des minorités nationales est donc un point important de tout programme socialiste.* (Peng Shuzi, *Lettre ouverte aux membres du Parti communiste chinois,* 1967)

Le clergé bouddhiste a servi d'instrument à l'impérialisme américain contre la révolution chinoise

Le clergé bouddhiste et le dalaï lama se font volontiers passer pour non-violents en Europe de l'Ouest ou en Amérique du Nord. Historiquement, les régimes bouddhistes n'ont pas été plus pacifiques que les régimes chrétiens. La tradition théocratique du Tibet ne fait pas exception. La plupart des prédécesseurs du dalaï lama n'ont d'ailleurs pas survécu aux intrigues de palais et le pouvoir était souvent exercé par des régents. Ceux-ci et les dalaï lamas ont fait plus d'une fois la guerre aux monarques du Népal ou du Ladakh voisins.

Lhamo Dhondrub, l'actuel dalaï lama, qui d'ailleurs n'est pas né au Tibet mais, en 1935, dans la province d'Arndo administrée par le Kuomintang, a fréquenté les dirigeants les plus réactionnaires de la planète. Dans ses mémoires, il rend hommage à Heinrich Harrer, un ancien officier nazi qui fut son précepteur, sachant que des « volontaires » tibétains ont combattu aux côtés du 3e Reich. En 1995, il était photographié donnant l'accolade au sénateur républicain Jesse Helms, sous le titre « Le bouddhiste fascine le héros des droits religieux » (*News & Observer*, Raleigh). En avril 1999, aux côtés de Thatcher, Reagan et Wojtyła (Jean-Paul 2), il demandait au gouvernement britannique de libérer Augusto Pinochet.

En cas de succès des séparatistes, le Tibet serait devenu un État croupion à la solde de l'impérialisme américain, contre la Chine. Un rapport de l'Office des affaires étrangères des Etats-Unis est d'ailleurs explicite sur ce point :

> *Le Tibet devient stratégiquement et idéologiquement important. Puisque l'indépendance du Tibet peut servir la lutte contre le communisme, il est de notre intérêt de le reconnaître comme indépendant… Toutefois, ce n'est pas le Tibet qui nous intéresse, c'est l'attitude que nous devons adopter vis-à-vis de la Chine.* (Office des Affaires étrangères des Etats-Unis, avril 1949, in *Le Courrier de Genève*, 27 mars 2008)

En 1951, un frère du dalaï lama, Gyalo Thondup, collabore avec la CIA. La « Société américaine pour une Asie libre », une couverture de la CIA, défend la « cause tibétaine » avec Thubtan Norbu, un autre frère du dalaï lama. En 1956-1957, des Tibétains armés, entraînés par la CIA, s'attaquent à l'Armée populaire de libération (APL) chinoise; ils fomentent le soulèvement de Lhassa en 1959. L'APL écrase la rébellion ; le dalaï lama, la noblesse, les marchands et le haut clergé se réfugient en Inde (et dans une moindre mesure au Népal). C'est alors que la bureaucratie chinoise abolit le servage, confisque et distribue les terres des exilés.

De 1959 à 1961, le tristement célèbre sénateur McCarthy dirigeait la Tibet Task Force. Pendant les années 1960, le gouvernement tibétain en exil a reçu 1,7 million de dollars de la part de la CIA, comprenant une subvention annuelle de 186 000 dollars au dalaï lama (Jim Mann, « CIA Funded Covert Tibet Exile Campaign in 1960s », *The Age*, Melbourne, 16 septembre 1998).

L'État bourgeois chinois veut conserver le Tibet par la force, tandis que les puissances impérialistes soutiennent le séparatisme réactionnaire et clérical

Durant des décennies, l'impérialisme hégémonique a utilisé le clergé tibétain, affronté la Chine ou collaboré avec sa bureaucratie dirigeante pour refouler la révolution en Asie et pour rétablir le capitalisme en Chine même.

Ce but a été atteint. Mais les bourgeoisies impérialistes en place utilisent toujours la question tibétaine, « les droits de l'homme » et la pression militaire pour empêcher l'apparition d'une rivale, au vu du potentiel que représente ce pays dans l'économie capitaliste mondiale. La part chinoise du revenu mondial est passée de 2,6 % en 1980 à 6 % aujourd'hui. L'impérialisme américain met en œuvre à l'égard de la RPC la tactique de diabolisation qu'il a appliquée à l'Irak en 1991 et en 2003, à la Yougoslavie en 1999, qu'il applique aujourd'hui au Venezuela et à l'Iran, en présentant la Chine comme une dictature répressive.

Les travailleurs des États-Unis, d'Europe et du Ja-

pon doivent récuser cette campagne. D'une part, les libertés démocratiques sont en déclin partout. Le taux de population carcérale semble même plus élevé aux Etats-Unis (738 pour 100 000 habitants en 2004, US Bureau of Justice Statistics ») qu'en Chine (118 pour 100 000 en 2003, Asia Pacific Annual Conference). D'autre part, les États qui se posent en défenseurs des droits de l'homme en Chine ont souvent été moins sensibles face aux dictatures militaires qui leur convenaient. Tous flattent le régime monarchique, clérical et misogyne d'Arabie. Quant au souci du droit des peuples, comment le prendre au sérieux de la part des puissances qui, historiquement, ont colonisé l'Amérique, l'Afrique et l'Asie et qui occupent présentement l'Afghanistan et l'Irak ?

Aujourd'hui, la « Charte du dalaï lama », portant valeur de constitution, énonce que la *« politique* [est] *guidée par le Dharma »* (article 3), qui équivaut à la Charria dans l'Islam, et dans laquelle il est écrit :

> *Tous les Tibétains, dans le Tibet et en exil, sont et restent profondément reconnaissants à sa Sainteté le dalaï lama, et s'engagent à nouveau à établir notre foi et notre allégeance à la direction de sa Sainteté le dalaï lama, et à prier avec ferveur pour qu'il puisse rester avec nous à jamais comme notre chef spirituel et temporel.*

Il existe un pouvoir législatif qui, selon la Charte, *« réside dans l'Assemblée »*. Toutefois *« les décisions de celle-ci requièrent l'approbation de sa Sainteté le dalaï lama pour devenir des lois »* (article 36). D'ailleurs, 16 des 46 membres de cette assemblée ne sont pas élus, mais désignées par les autorités religieuses, à commencer par le dalaï lama lui-même. Quant au pouvoir exécutif, il *« est dévolu à sa Sainteté le dalaï lama, et doit être exercé par lui, soit directement soit par l'intermédiaire d'officiers qui lui sont subordonnés »* (article 19).

Le gouvernement américain s'appuie à la fois sur le dalaï lama et sa cour, via son discours pacifiste centré autour des « droits de l'homme », de la « démocratie »… et sur la fraction radicale séparatiste du gouvernement en exil. Les deux fractions sont financées par la CIA depuis plus d'un demi-siècle. En outre, la Dotation nationale pour la démocratie, qui est soutenue par le Département d'État américain et par la CIA, et finance l'opposition à Chavez au Venezuela, a auparavant financé l'opposition fasciste à Aristide à Haïti, l'opposition cubaine, la guerre contre les sandinistes au Nicaragua… alloue plus de deux millions de dollars par an au gouvernement tibétain en exil en Inde depuis 1995. Elle finance également la Campagne internationale pour le Tibet, le Fonds Tibet, le projet Tibet Voice, le Réseau d'information tibétain, l'Association littéraire tibétaine… qui militent toutes pour l'indépendance du Tibet. Par ailleurs le dalaï lama perçoit également de l'argent de la part du milliardaire George Soros…

Ouvriers tibétains en 2005, photo Boris Joseph

En 1989, le dalaï lama recevait le « prix Nobel de la paix » comme en 1983, Walesa. En 2007, le président Bush décorait celui-ci de la « médaille d'or du Congrès », qu'ont reçue auparavant Ridgway, Graham, Wojtyla, Blair, Reagan…

En France, les hommages à « sa Sainteté » ne manquent pas non plus :

> *Carla Bruni-Sarkozy, Bernard Kouchner et Rama Yade ont rencontré vendredi le dalaï-lama au pied du Causse du Larzac, où le chef spirituel des Tibétains consacrait un temple bouddhique. L'épouse du président de la République, le ministre des Affaires étrangères et la secrétaire d'Etat aux Droits de l'homme se sont joints aux centaines d'adeptes venus rencontrer le 14e dalaï-lama…* (*Midi Libre,* 22 août 2008)

Ces représentants du pouvoir exécutif ont participé à la cérémonie religieuse. Lhamo Dhondrub qui avait déjà été reçu solennellement en 2003 par Bertrand Delanoë, le maire PS de Paris, a été fait « citoyen d'honneur de la ville de Paris » en avril 2008. Le 18 août, Ségolène Royal, l'ancienne candidate PS à l'élection présidentielle a rencontré le dalaï lama à Nantes avec le maire, qui est aussi le président du groupe PS de l'Assemblée nationale.

> *Le Parti socialiste regrette la décision du Président de la République Nicolas Sarkozy de ne pas rencontrer personnellement le dalaï lama.* (PS, *Communiqué*, 7 août 2008)

Le PS, ainsi que la LCR, ont sollicité des sanctions plus vigoureuses contre la Chine de la part de leur impérialisme, le même qui persécute les immigrés hans en France et qui occupe l'Afghanistan :

> *La réaction des différents gouvernements, à l'image de celle de N. Sarkozy est d'une grande timidité, en se bornant à demander au gouvernement chinois « davantage de retenue »*. (LCR, *Communiqué*, 25 mars 2008)

L'avenir du Tibet dépend largement de la lutte des classes au Népal et en Chine

Le Népal et l'Inde servent de base aux nationalistes féodaux tibétains, mais la lutte des classes se déroule en Inde sous une forme de plus en plus capitaliste, entre bourgeoisie et classe ouvrière, et le Népal lui-même vient d'abolir la monarchie.

En avril 2006, des manifestations ont obligé le roi Gyanendra à abdiquer et à remettre le pouvoir à une alliance composée de tous les partis politiques.

Ce gouvernement provisoire rassemblait les partis monarchistes, bourgeois (Congrès népalais) et régionalistes avec les deux partis d'origine stalinienne, le « Parti communiste du Népal marxiste-léniniste unifié » (PCN-MLU) et le « Parti communiste du Népal maoïste » (PCN-M) qui a cessé en contrepartie la guérilla.

Ces deux partis font tout pour limiter la révolution à une « étape démocratique » qui se bornerait à liquider le féodalisme, remettant le socialisme à un avenir éloigné et justifiant la collaboration avec la « bourgeoisie nationale », comme si le capitalisme pouvait encore être progressiste à notre époque. Les élections à l'Assemblée constituante ont donné le 10 avril une majorité au PCN-M qui a aussitôt déclaré :

> *Quand nous disons que nous voulons en finir avec le féodalisme, cela ne signifie pas que nous voulons mettre fin à la propriété privée. Notre développement économique est, dans notre langage, la révolution démocratique bourgeoise, en d'autres termes, la collectivisation, la socialisation et les nationalisations ne font pas partie de nos objectifs immédiats. Pour une économie faible et arriérée comme la nôtre, l'État doit jouer un rôle régulateur et facilitateur… Il protégera le secteur privé national et le libre marché. Nous voudrions assurer à chacun qu'une fois les maoïstes arrivés au gouvernement, le climat sera encore plus favorable aux investissements.* (*Nepali Times*, 16 avril 2008)

S'il est un pays où les héritiers de Mao sont favorables aux « investissements », c'est-à-dire à l'exploitation capitaliste, c'est la Chine. En complément idéologique, comme dans tout État bourgeois, le pouvoir recourt à l'opium du peuple. Il encourage le confucianisme, le taoïsme et même le bouddhisme pour que les travailleurs se résignent à leur sort :

> *Le président de l'Administration des affaires religieuses a expliqué que « le bouddhisme est une religion qui propose des idées d'harmonie et de paix, réduit le stress des individus et renforce le consensus social… la religion est une des forces sociales qui contribuent à la puissance de la Chine ».* (Hsi Hsuan-Wou et Charles Reeves, *China Blues*, Gallimard, 2008)

Le gouvernement de Hu Jintao renoue aussi des liens avec le Vatican.

Pour unir le prolétariat, il faut reconnaître le droit d'autodétermination des Tibétains et des Ouigours

Mais la principale idéologie du régime reste le nationalisme. Le parti unique de la nouvelle bourgeoisie joue du plus en plus sur le chauvinisme pour tenter de contenir les contradictions de classe qui s'accentuent avec la marchandisation de la force de travail, la généralisation de l'exploitation capitaliste et la précarisation du prolétariat. S'il n'est pas dénué d'influence sur les Hans, le nationalisme exacerbé rebute probablement les minorités nationales. L'armée et la police de la RPC ont plus d'une fois réprimé les travailleurs salariés, les paysans pauvres et les étudiants. Mais, au Tibet, s'ajoute le fait que les véhicules sont envoyées par Pékin et que les policiers et les militaires sont des Hans, ce qui confère un aspect national à l'oppression.

Les media d'Europe et d'Amérique du nord s'intéressent moins aux grèves et aux manifestations du reste de la Chine qui ont les mêmes racines sociales, à savoir le mécontentement grandissant des exploités de toute la Chine par les capitalistes hans et les groupes étrangers, les laissés pour compte de la restauration du capitalisme. Il n'est pas prouvé que la majorité des Tibétains soit favorable à l'indépendance, que ce soit de l'actuelle région du Tibet ou du « grand Tibet ». L'actuel dalaï lama lui-même a officiellement abandonné sa revendication d'indépendance depuis 1987, même s'il déclarait récemment que *« les Tibétains ne font plus confiance aux Chinois »* (*Der Spiegel*, 12 mai 2008).

Néanmoins, les travailleurs chinois doivent garantir le droit des Tibétains à leur langue, à la religion de leur choix et à l'auto-détermination, jusqu'au droit de se séparer de la RPC, ce qui n'implique en aucun cas de soutenir le chef politique clérical qu'est le dalaï lama ou les fractions séparatistes plus réactionnaires encore. C'est le plus sûr moyen de couper l'herbe sous le pied de l'impérialisme, d'unifier les travailleurs de toute la Chine contre la nouvelle bourgeoisie, son parti unique et son État au service du capital. 200 étudiants de Pékin ont protesté en mars contre la répression au Tibet.

La classe ouvrière de RPC est désormais la plus importante du monde (environ 380 millions de personnes) et elle a des ramifications, à travers l'immigration, au sein des classes ouvrières de nombreux autres pays. Par son nombre, par sa concentration et par sa place comme créatrice de la plus grande part des richesses et comme adversaire de la bourgeoisie, elle a la capacité de maintenir l'unité du pays en reconnaissant les droits (y compris de se séparer) des minorités nationales en établissant une planification qui profite à toutes les régions.

En dépit de l'intimidation et de la répression, les travailleurs les plus conscients doivent se regrouper, bâtir leur parti, en tissant des liens avec ceux des autres pays et en s'appuyant sur le véritable héritage marxiste de la Chine, celui de la fondation de la section de l'Internationale communiste, de la lutte de l'Opposition de gauche pour redresser le parti communiste, du combat de la section de la Quatrième internationale pour créer un nouveau parti communiste et prolétarien.

Union des travailleurs et travailleuses de toute la Chine ! Droit des peuples tibétain et ouigour à disposer d'eux-mêmes ! Non au retour au pouvoir du clergé bouddhiste et de son chef le dalaï lama !

Révolution sociale en Chine et au Népal ! Fédération socialiste d'Asie de l'Est !

Pour empêcher la privatisation de La Poste

Dirigeants des syndicats, boycottez la commission Sarkozy – Ailleret !

Voracité capitaliste

Depuis la séparation de la poste et des télécommunications, les attaques contre le caractère public de ces secteurs n'ont pas cessé. France Télécom a été privatisée.

D'ores et déjà, la mise en cause du statut de fonctionnaires à La Poste prive 40 % des agents des garanties Fonction publique ; depuis 2002, tous les nouveaux embauchés sont sous contrat de droit privé. Les 300 000 travailleurs de La Poste sont soumis à la mobilité, aux restructurations de services, aux fermetures de bureaux, aux pressions de la hiérarchie pour accroître les ventes, faire du chiffre ; la notation individuelle et la mesure de la rentabilité par agent ont accompagné la création des « filiales » préfigurant la dislocation du troisième plus gros employeur de ce pays.

Une nouvelle étape de ce démantèlement est à l'ordre du jour : avec l'accord du gouvernement, véritable patron de La Poste, Jean-Paul Bailly, son président, a confirmé le 28 août en conseil d'administration, la décision de transformer La Poste en société anonyme.

En Grande Bretagne, la privatisation de la Royal Mail a signifié la réduction massive des effectifs de postiers, la dernière purge, baptisée « *accord sur l'efficacité* » (2003), éliminant 33 000 emplois à temps plein et 25 000 à temps partiel. Pour doper les profits, en Allemagne, la Deutsche Post a transformé 30 000 temps pleins en temps partiels et transféré 25 000 emplois à des sous-traitants qui paient de faibles salaires. Les mêmes causes produiront les mêmes effets en France. De surcroît, le service rendu à la population baissera puisque soumis étroitement aux exigences de rentabilité : fin du prix unique du timbre, fermeture des bureaux à la campagne parce que déficitaires, augmentation des tarifs pour les colis et les services bancaires, réduction de la fréquence de distribution du courrier…

Réactions syndicales

Les représentants des organisations syndicales CGT, FO et SUD, flanqués de la CFDT et de la CFTC, ont adopté une « *déclaration unitaire* » le 2 septembre, à l'issue d'une rencontre pour « *faire le point sur le projet de privatisation de La Poste* ». Ils y appelaient « *l'ensemble des postiers et des postières à la grève nationale unitaire avec manifestations le 23 septembre* ».

Une fois encore, les dirigeants syndicaux ont choisi la journée d'action de 24 heures pour faire semblant d'organiser la riposte, mais en réalité sans menacer d'aucune façon le gouvernement et la direction de La Poste à sa botte. Ils anémient l'action des salariés. Pas question d'appeler à la grève générale, de mettre sur pied, dès maintenant, la manifestation à l'Assemblée nationale si le gouvernement présente son projet de loi de transformation de la poste publique en société anonyme.

Refusant de mobiliser réellement la force des 300 000 postiers, les directions syndicales misent sur « *les usagers* » auxquels il s'agit de faire « *signer une pétition* » et sur « *tous les élus et partis politiques* » auxquels « *il convient également de s'adresser* ». (Déclaration du 2 septembre)

Les sommets des fédérations et confédérations entravent la lutte de classe des postiers au profit de « la démocratie de l'opinion », de « l'union sans étiquette ».

> *Avec les citoyens, les usagers, les élus et les autres organisations professionnelles, Force Ouvrière combat ce projet de privatisation et demande qu'un large débat public s'organise pour étudier toutes les solutions alternatives à une ouverture du capital.* (Tract fédéral FO, 19 septembre)

Mailly montre les muscles pour réclamer… ce que le gouvernement a prévu :

> *Le gouvernement envisage un débat public organisé autour de réunions publiques structurées avec les préfets et les directeurs de La Poste, dans les différentes régions.* (*Le Monde*, 12 septembre)

Les dirigeants des syndicats savent que les travailleurs de La Poste ne veulent pas de la société anonyme et de l'ouverture du capital ; ils savent que leurs revendications de défense du statut de la fonction publique, d'embauche avec ces garanties de tous les contractuels, de maintien de tous les bureaux, rencontrent un immense écho dans la population laborieuse de ce pays. Au lieu d'organiser la résistance ouvrière, avec les méthodes de lutte du salariat contre le patronat et le gouvernement à son service, Mailly et Thibault s'en remettent à Sarkozy, chargé de décréter un référendum.

> *Aussi, FO réitère sa demande d'un référendum sur l'avenir de La Poste. La Nation ne doit pas être volée d'un débat sur l'avenir de son grand service public qu'est la poste.* (Tract fédéral FO, 19 septembre)

·/·

Pour empêcher la privatisation de La Poste

Dirigeants des syndicats, boycottez la commission Sarkozy – Ailleret !

·/.

« *Il s'agit de l'avenir d'un service public et par définition, il appartient à la nation, à chacun de nos concitoyens* ». *Bernard Thibault estime que le projet de changement de statut de La Poste en société anonyme doit faire l'objet d'un débat public, avec éventuellement un référendum.* (*Le Journal du Dimanche*, 23 septembre)

Le vendredi 12 septembre, à la Bourse du Travail, sous l'impulsion de FO, de la CGT et de SUD, un « *collectif pour un référendum* » sur l'avenir de la poste s'est constitué, avec l'appui de FSU, CFTC, PS, PCF, Verts, LCR, MRG, ATTAC, DAL… Le MoDem s'étant prononcé lui aussi pour un référendum, le collectif devrait encore recruter et œuvrer au bon fonctionnement des institutions de la 5e République.

À bas la participation !

Dans leur déclaration du 2 septembre, les signataires se plaignent de « *la volonté de la direction et du gouvernement de passer en force* ». En d'autres termes, ils réclament d'être consultés. Mais qu'est-ce que les postiers ont à gagner à la participation de leurs organisations syndicales à l'élaboration et la mise en place des plans de la direction et du gouvernement ? Le fait que les représentants syndicaux siègent dans toutes les instances possibles, à commencer par le conseil d'administration de La Poste, a-t-il déjà empêché la moindre attaque ? La réponse est non. Est-ce que cela a facilité la tâche du gouvernement et des patrons ? Oui, sans aucun doute.

L'association des syndicats à l'offensive menée contre les salariés permet à la classe bourgeoise de s'abriter ; elle évite que se constitue un front des organisations ouvrières, du prolétariat, contre sa politique. Elle désoriente les travailleurs et leur prêche de s'en remettre aux bavardages et aux compromis.

Sarkozy, comme ses prédécesseurs, utilise à fond la ficelle :

> *L'idée de créer une commission de réflexion sur l'avenir de l'entreprise, composée d'élus et de syndicats aux côtés de représentants de l'Ėtat et de La Poste, a été arbitrée le 5 septembre par le chef de l'Etat Nicolas Sarkozy, lors d'une réunion entre le premier ministre François Fillon, la ministre de l'économie Christine Lagarde, le secrétaire d'Ėtat à l'industrie Luc Chatel, le conseiller social du président de la République, Raymond Soubie, et le secrétaire général adjoint de l'Elysée, François Pérol.* (*Le Monde*, 23 septembre)

La présidence de cette instance chargée de faire passer la pilule (somnifères, édulcorants, enrobages sucrés déjà sur l'ordonnance) est confiée à François Ailleret, ex PDG d'EDF, privatisée depuis, et actuel président du groupe des entreprises publiques du Comité économique, social et environnemental. Elle rendra un rapport le 30 novembre. Sa première réunion a eu lieu le 26 septembre, rassemblant 5 représentants de l'Ėtat et de La Poste, 6 « *personnalités qualifiées* », 6 élus (dont 1 PS et 1 PCF) et 6 « syndicalistes » (CGT, FO, SUD, CFDT, CFTC, CGC). Tous y sont allés.

Front unique pour défendre la poste

Les postiers ont manifesté leur refus de la privatisation. Le seul mot d'ordre qui respecte leur volonté, c'est « À bas la transformation en société anonyme, La Poste, c'est la Fonction publique » ! Comment faire reculer le gouvernement Sarkozy et la direction Bailly en se tenant du même côté de la barricade que lui ? Pour le faire reculer, il faut l'affronter, être face à lui, pousser ensemble et le faire chuter.

Dirigeants de la CGT, de FO, de SUD, quittez la commission Sarkozy-Ailleret ! Rompez avec le gouvernement ! Déclarez qu'en cas de maintien de son plan, vous appellerez les postiers à la grève générale, vous organiserez une manifestation unie à l'Assemblée nationale pour empêcher l'adoption du projet de loi de privatisation.